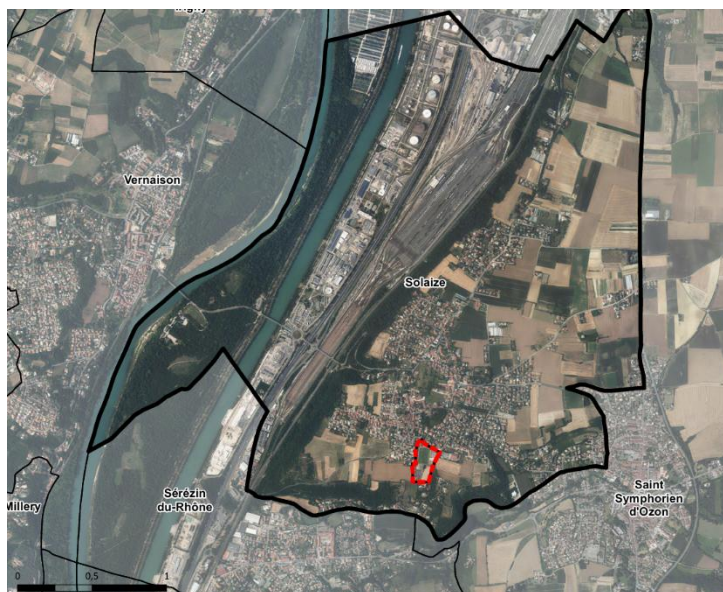


COMMUNE DE SOLAIZE



Déclaration de projet et mise en
compatibilité du PLU-H dans le cadre
de la restructuration des équipements
sportifs de la commune



Notice de présentation

Dossier n° 24116909
30/09/2025

réalisé par



Auddicé Auvergne
Massif-Central
Parc technologique de
La Pardieu, 15 bis
Allée Alan Turing
63170 Aubière

Table des matières

1. AVANT-PROPOS	2
2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA DECLARATION DE PROJET	3
2.1. LA LOI	3
2.2. LE REGLEMENT	3
2.1. SCHEMA DE LA PROCEDURE	5
3. PRESENTATION DU PROJET ET DE SON INTERET GENERAL	6
3.1. LE COMPLEXE SPORTIF	6
3.2. HISTORIQUE DU SITE EN MATIERE DE REGLEMENTATION D'URBANISME	13
3.2.1. Le Plan d'Occupation des Sols de Solaize, 1983 (POS)	13
3.2.2. Le Plan d'Occupation des Sols de Solaize, 1990 (POS)	14
3.2.3. Historique du site sur la base des photos aériennes	16
3.3. LE PROJET	19
3.4. L'INTERET GENERAL DU PROJET	23
4. LE PROJET ET L'INCOMPATIBILITE DU PLU-H	25
4.1. L'INCOMPATIBILITE DU PLU-H.....	25
4.2. UN PROJET COMPATIBLE AVEC LE PADD DU PLU-H.....	25
4.3. LES PIECES NECESSITANT D'ETRE ADAPTEES POUR RENDRE LE PLU COMPATIBLE	26
4.3.1. Le recours au STECAL et à l'outil « polygone d'implantation »	26
4.3.2. C.2.1 et C.2.2 - Le règlement graphique	27
4.3.3. C.3.1 – Prescriptions d'urbanisme.....	28
5. LE PROJET AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX : AUTO-EVALUATION DANS LE CADRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS	29
5.1. LE MILIEU PHYSIQUE.....	29
5.2. LES RISQUES NATURELS	30
5.3. LES RISQUES INDUSTRIELS, LES POLLUTIONS ET NUISANCES	34
5.4. LES MILIEUX NATURELS	38
5.5. AGRICULTURE	42
5.6. PAYSAGE ET PATRIMOINE ARCHITECTURAL	43
5.1. INCIDENCES DU PROJET	45

1. AVANT-PROPOS

La commune de Solaize porte un projet de réaménagement de son complexe sportif avec notamment un projet de reconstruction de la maison du foot. En effet, ce bâtiment, construit dans les années 1970 n'est pas aux normes environnementales et d'accessibilité. Aussi, une rénovation avec mise aux normes est aujourd'hui bien plus onéreuse qu'une destruction/reconstruction en lieu et place. Le site qui accueille les équipements sportifs depuis plusieurs décennies ne présente plus de caractère naturel. Le projet de la commune est de le restructurer afin qu'il réponde aux besoins de la population et aux normes pour les prochaines décennies.

La commune de Solaize **est couverte par le Plan Local d'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole de Lyon approuvé le 13 mai 2019. Le PLU a fait l'objet depuis de très nombreuses procédures d'évolution dont la dernière a été approuvée le 14 mars 2025.**

La parcelle porteuse du projet de la commune est inscrite dans une zone N2 dans le PLU-H. Ce zone la rend inconstructible et ce malgré le caractère très majoritairement anthropique du site et de ses abords. Il est ainsi impossible pour la commune de mener à bien son projet.

Soucieuse et consciente du besoin de pallier à ses dysfonctionnements reconnus, la commune a décidé d'engager une procédure de déclaration de projet afin de déclarer son projet d'intérêt général et de mettre en compatibilité le PLU-H.

La présente notice se compose des éléments suivants :

- Présentation du contexte réglementaire de la déclaration de projet
- Présentation du projet de son intérêt général
- Présentation des points d'incompatibilité entre le projet et le PLU-H et des mises en compatibilité
- Présentation du projet au regard des enjeux environnementaux locaux

2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA DECLARATION DE PROJET

Il existe diverses manières de faire évoluer un Plan local d'urbanisme. Parmi ces manières la loi (1.) et le règlement (2.) ont prévu une procédure dite de déclaration de projet valant mise en compatibilité, procédure qui peut être menée par une collectivité territoriale.

2.1. LA LOI

La loi a prévu qu'une collectivité territoriale, comme la Commune de SOLAIZE, puisse mener une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU dès lors que l'approbation de ce dernier se fait soit par l'autorité compétente en matière de PLU (en l'occurrence la Métropole de Lyon) soit, à défaut, par le Préfet.

Ainsi, **l'article L300-6 du code de l'urbanisme** dispose que :

*« L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après une enquête publique réalisée en application du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer par une **déclaration de projet sur l'intérêt général** :*

2° De la réalisation d'un programme de construction »

L'article L.153-58 du même code précise quant à lui que :

*« **La proposition de mise en compatibilité du plan** éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :*

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral. »

Enfin, l'article **L.153-59** du code de l'urbanisme dispose que :

« L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Dès lors, la déclaration de projet peut être approuvée par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale (en l'occurrence la Métropole de Lyon) ou, à défaut1, par arrêté préfectoral (L.153-38 4°).

2.2. LE REGLEMENT

Le volet réglementaire est fixé aux articles R.153-15, R.153-16 et R.153-17 du code de l'urbanisme.

Particulièrement, l'article R.153-16 envisage la possibilité qu'une collectivité territoriale puisse être à l'initiative d'une déclaration de projet pour peu que le dossier de mise en compatibilité soit approuvé par la personne compétente en matière de PLU ou, en cas de refus, par le préfet. Il en décrit la procédure de la manière suivante :

« Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° (...)

2° Soit lorsqu' (...) une collectivité territoriale, (...) a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation **d'un programme de construction**.

La procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité (...).

L'enquête publique est organisée par le préfet.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un **délai de deux mois** à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

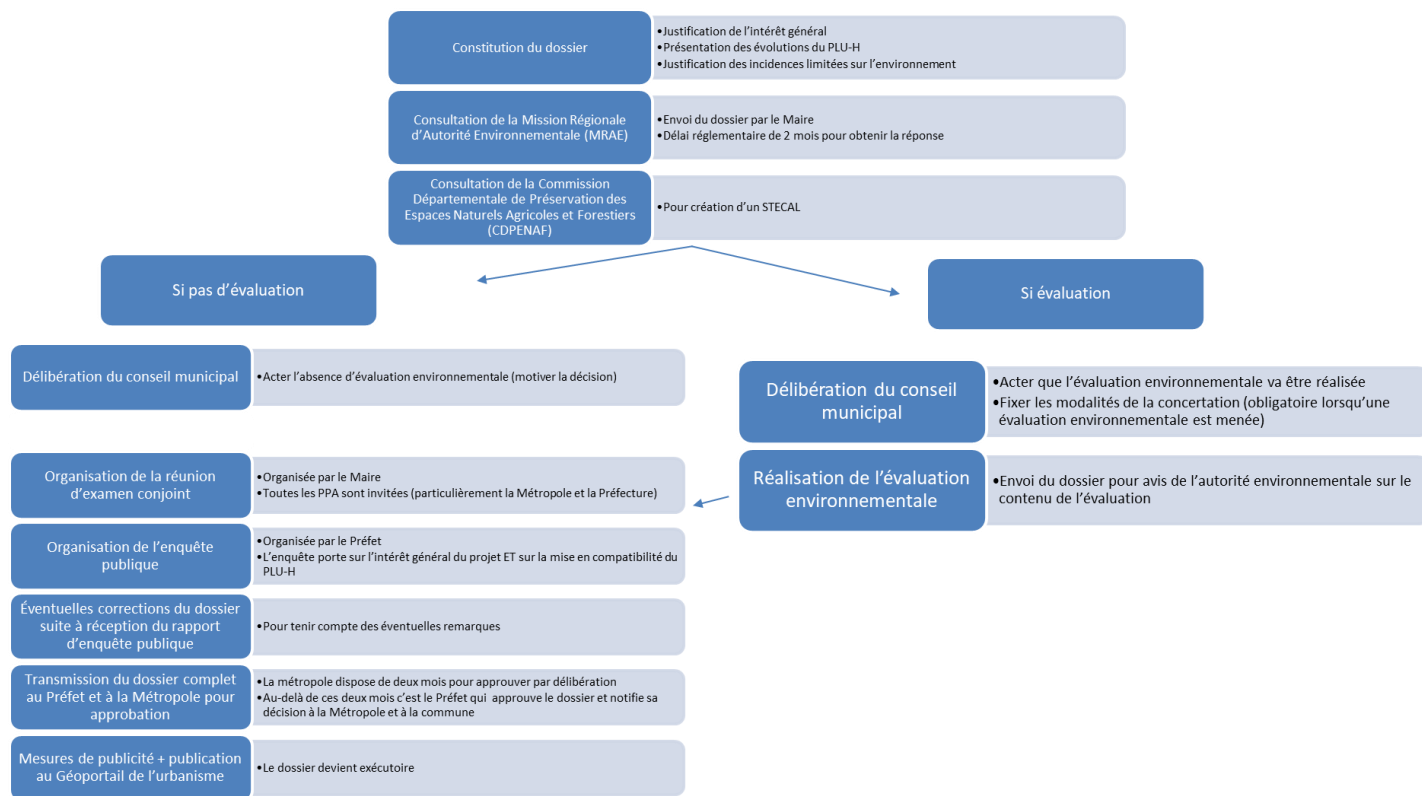
En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, **le préfet approuve la mise en compatibilité du plan** et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise. »

Le projet de construction d'un équipement sportif local est de compétence communale. Il est d'intérêt général. Les règles du PLU-H applicables sur la parcelle du site de projet ne lui permettent pas d'être réalisé. C'est la métropole de Lyon qui est compétente en matière d'urbanisme.

Nous sommes ainsi dans le cas où **la commune de Solaize peut recourir à une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU-H selon l'application combinée des articles L300-6, L153-44 à L153-59 et R153-16 du code de l'urbanisme.**

2.1. SCHEMA DE LA PROCEDURE



3. PRESENTATION DU PROJET ET DE SON INTERET GENERAL

3.1. LE COMPLEXE SPORTIF

Le complexe sportif se situe au Sud de la commune de Solaize, au croisement entre la rue des Merles, la rue Mourin et la côte Bayard. A proximité du site d'étude on retrouve la salle des fêtes, ainsi que des zones d'habitations. Le secteur est marqué par une hétérogénéité urbaine, mêlant équipements sportifs, maisons individuelles et petits collectifs. Cette hétérogénéité, appuyée par la topographie, rend difficile la lecture d'une identité urbaine. Toutefois, ce site a l'atout d'offrir des vues généreuses vers le Sud-Est, sur le grand paysage agricole et arboré.

La salle polyvalente a été édifiée en 1983. En 2020, l'effectif admis était de 1 306 personnes. Elle est à dominante sportive et accueille de nombreuses pratiques sportives (basket, badminton, gala de danse...).

La maison du foot a été construite entre 1971 (rez-de-chaussée) et 1990 (étage). Elle accueille jusqu'à 300 personnes. Cette dernière abrite le club de foot « sud lyonnais football », qui est une entente entre les 3 communes (l'AS Communay, le FC Solaize, Serezin du Rhône). L'établissement accueille également d'autres clubs sportifs (danse, gymnastique...).

Le boulodrome et le tennis club house, ont fait l'objet d'un permis de construire en 1985.

Ces équipements présentent aujourd'hui un état de vétusté important qui ne permet pas à la commune de projeter leur utilisation dans de bonnes conditions pour les prochaines décennies (normes d'accessibilité, normes environnementales, etc.).



Localisation du complexe sportif

La maison du foot occupait, avant sa déconstruction, une emprise au sol des surfaces bâties de 200m², pour une surface cadastrale de 30 869m².

Le site de projet se situe dans l'enveloppe urbaine de la commune. Il s'ouvre, au sud, sur le terrain de foot et quelques habitations ; et à l'est, en direction d'une allée de platanes alignés le long de la voirie, qui mène jusqu'à la salle de fêtes. Un espace de stationnement est situé à l'avant de la maison du foot.

Etude photographique



Localisation des sites photographiés

1. La maison du foot



La maison du foot



Rue des Merles



Rue des Merles



Espace de stationnement rue des Merles



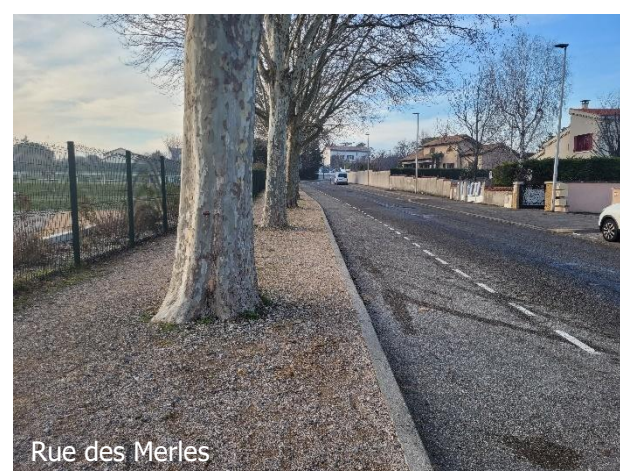
Espace de stationnement rue des Merles

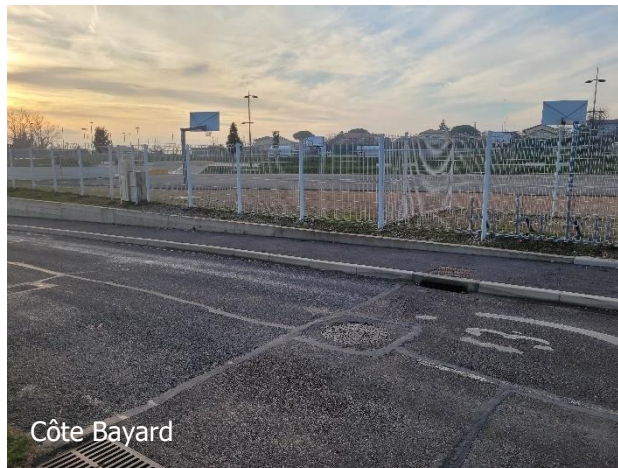
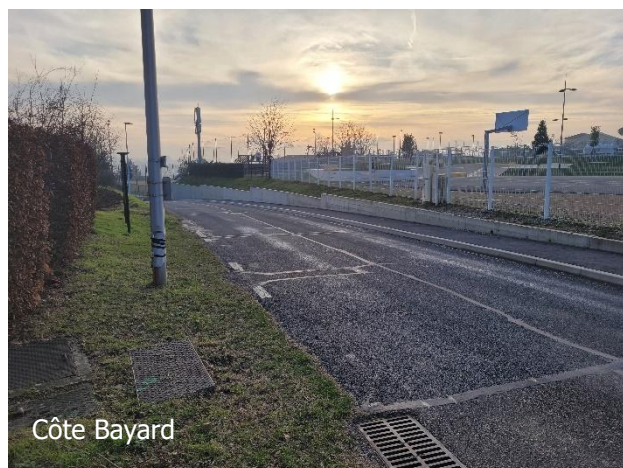


Espace de stationnement rue des Merles

Diverses prises de vues en direction du sud vers le nord, le long de la rue des Merles, permettent d'observer l'environnement de la maison du foot. On constate la dominante urbaine et routière. Le stade laisse apprécier une vue généreuse Sud-Est sur le reste du complexe sportif et sur la plaine agricole. Concernant la maison du foot, on constate la présence d'un espace de stationnement à l'avant. Une rampe d'accès, ne répondant pas aux normes des personnes à mobilité réduite (PMR), permet un accès partiel à l'équipement.

2. Le croisement de la salle des fêtes





Les prises de vues se situent au croisement de diverses rues : rue des Merles, à l'Ouest, rue du Mourin au Nord, et côte Bayard au Sud. Le complexe sportif est entouré d'un haut grillage ouvert, qui laisse des points de vue sur l'ensemble du site. C'est un site très minéralisé, qui abrite quelques espaces de végétation. Le trottoir rue des Merles offre un revêtement perméable jonché d'une allée de platanes. Des arbustes sont plantés en bordure de palissade. Des places de stationnement longent la rue.

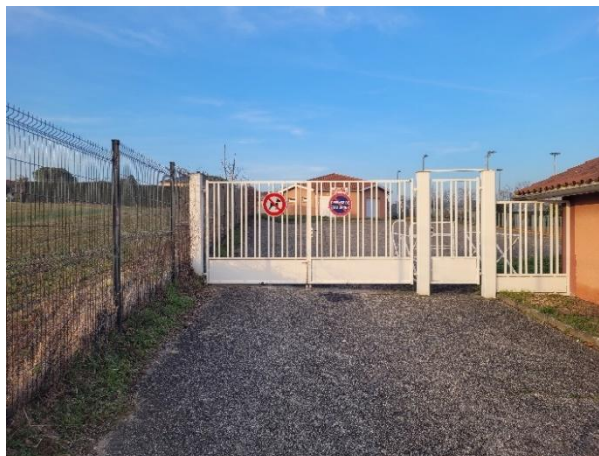
La rue du Mourin permet un accès direct à la zone d'habitation. Elle est qualifiée par une large route et un trottoir. Un accès permet de se rendre à la salle des fêtes communale.

Le côte Bayard est pentue et s'avance le long du complexe sportif, ce qui offre des vues sur l'ensemble du site, en particulier les terrains de basket. Là aussi, on constate le caractère très routier de la zone, avec une emprise voirie importante. Plus au loin, on peut observer la zone pavillonnaire, à l'Ouest du site d'étude.

3. La zone sud du site



Entrée sud du site



Maison du tennis



Courts de tennis



Hall sportif



Hall sportif



Espace de stationnement



Espace de stationnement



Terrain de foot non stabilisé



Terrain de foot non stabilisé

Les prises de vues permettent d'apprécier l'ambiance de la zone Sud du site d'étude.

Les premières images permettent d'observer la zone agricole située à l'ouest du complexe, accompagné de la zone d'habitation pavillonnaire, plus au Nord. En avançant dans le site, on retrouve un enrobé qui donne sur la maison du tennis et ses courts à l'Est du terrain. Un espace de végétation les sépare des autres terrains de sports, dont le terrain de foot non stabilisé, qu'on peut observer sur les deux dernières prises de vue. Un gymnase se situe à l'entrée du site, devancé par un large espace de stationnement. Quelques arbres viennent ombrer légèrement l'espace de stationnement. Ces diverses photographies permettent de constater la fonctionnalité exclusivement sportive du site.

Synthèse des études photographiques

L'analyse de ces diverses prises photographiques permettent d'apprécier la qualité du site et de constater son caractère sportif. Les zones alentour d'habitation, et la voirie, permettent d'identifier le milieu urbain de la zone.

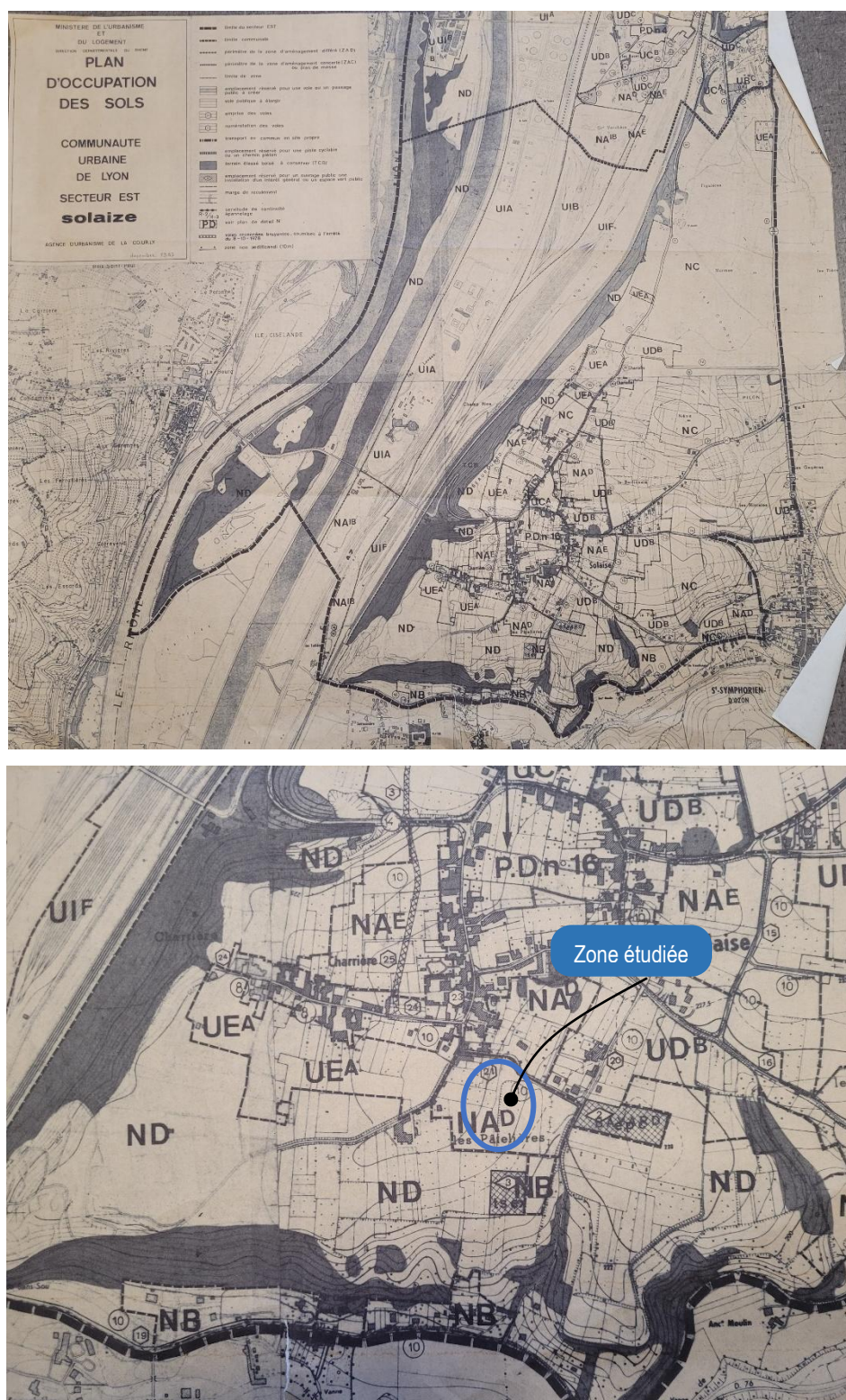
L'établissement, vieux de plus de 50 ans, ne répond plus aux normes ERP actuels et aux besoins de la commune. Plusieurs arguments ont motivé la décision de démolition :

- Les bâtiments ne répondent plus aux normes ERP/ PMR
- Les bâtiments ne répondent plus aux exigences des utilisateurs
- L'augmentation du nombre d'association sur la commune
- La mise en conformité des installations du club de foot pour répondre aux exigences de la fédération

Il a donc été choisi sa démolition aux vues d'être remplacé par un nouveau bâtiment compact respectant l'urbanisme environnant.

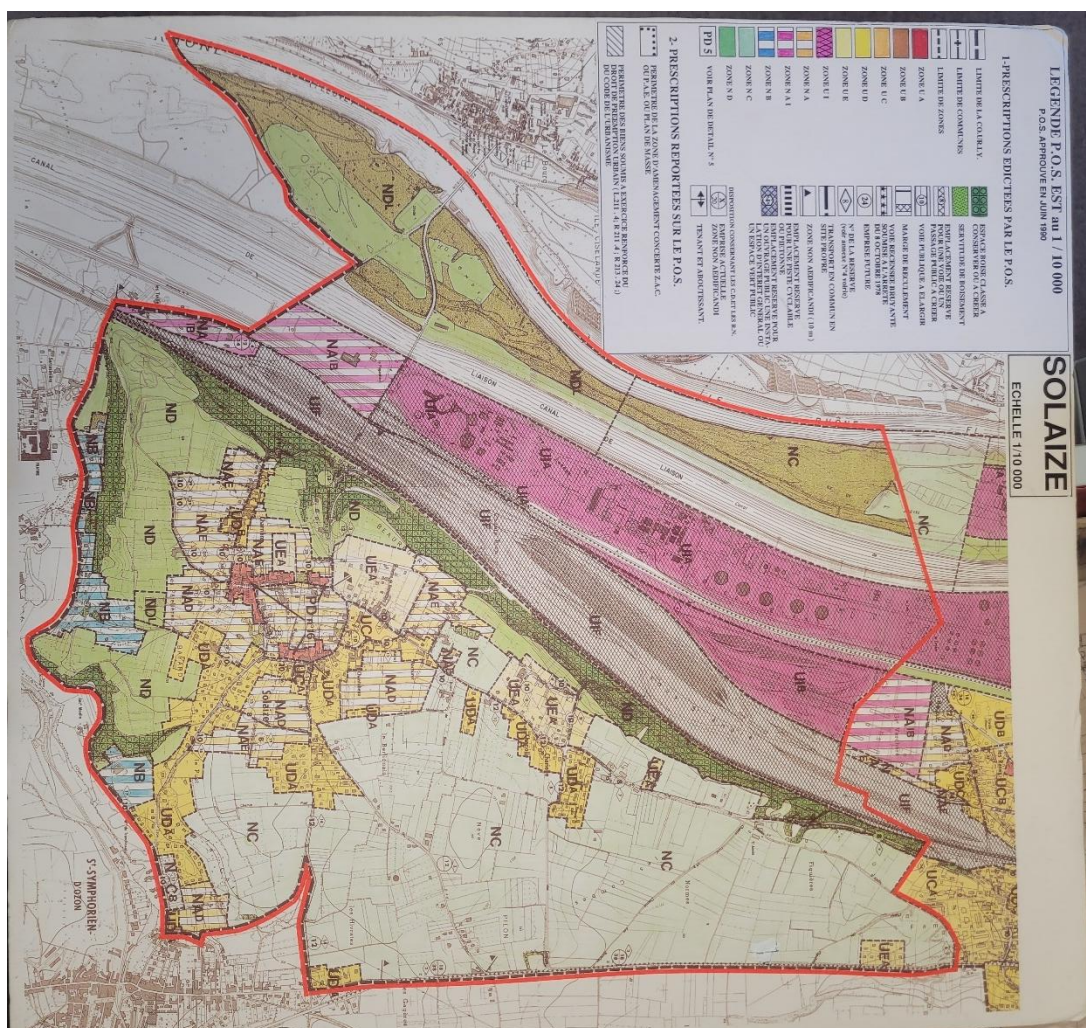
3.2. HISTORIQUE DU SITE EN MATIERE DE REGLEMENTATION D'URBANISME

3.2.1. Le Plan d'Occupation des Sols de Solaize, 1983 (POS)



Le POS de 1983 met en évidence la zone du complexe sportif classée en zone NA. Les zones NA sont des secteurs naturels non desservis ou insuffisamment desservis en voirie et réseaux divers. Elles constituent des zones préférentielles pour l'urbanisation future, à court, moyen et long terme. La réalisation d'opération d'aménagement ou de construction doit être compatible avec un aménagement cohérent de la zone.

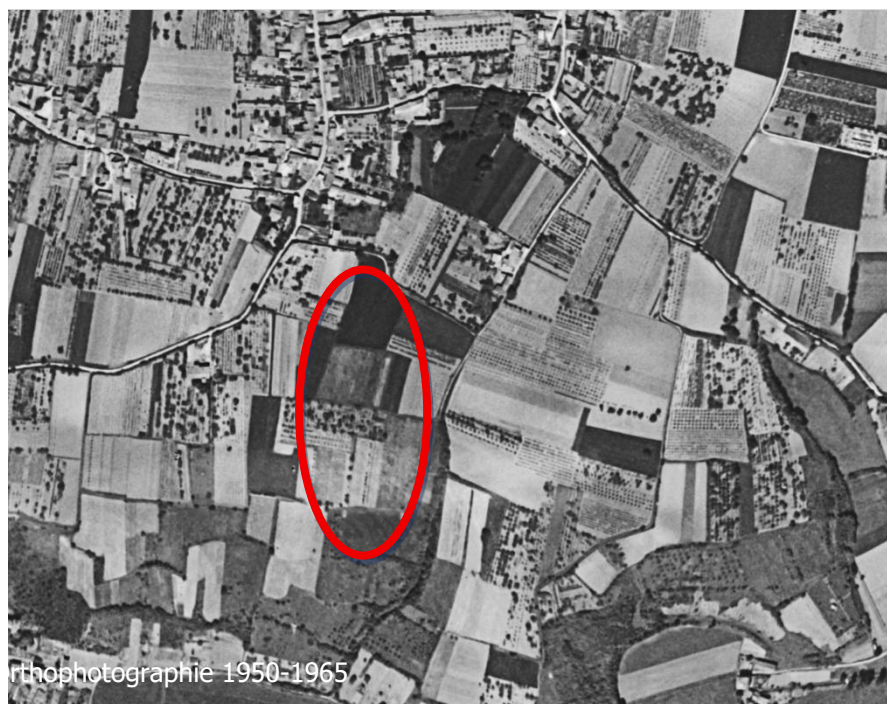
3.2.2. Le Plan d'Occupation des Sols de Solaize, 1990 (POS)





Le POS de 1990 révèle que la zone étudiée était encore classée en NA, 7 années plus tard, constituant encore une zone préférentielle pour l'urbanisation.

3.2.3. Historique du site sur la base des photos aériennes







Les orthophotographies présentes ci-dessus, permettent de constater l'évolution du site et de son occupation. Avant 1965 le site n'était pas urbanisé. De même, il n'y avait que peu d'habitations, dispersées le long des voiries déjà existantes. La grande majorité du territoire était encore agricole, constitué de petites parcelles pas encore remembrées.

Ce n'est qu'à partir des années 1965 que la commune commence à se développer et s'urbaniser. La photo aérienne de 1965-1980 permet de mettre en évidence cette arrivée de population, traduite par l'apparition de nouvelles constructions. Le terrain de foot, le terrain de basket, et les premiers courts de tennis, font leur apparition. On constate également la présence du rez-de-chaussée de la maison du foot, construite en 1985. Le site prenait donc déjà une vocation sportive.

Les années suivantes, de 2000-2005, se traduisent par une construction massive de nouvelles habitations aux alentours des terrains de sports. Par ailleurs, ces dernières prennent davantage d'espace en s'agrandissant. On peut parler du début de la création d'un complexe sportif : la maison du foot gagne un étage supplémentaire (1994) ; deux courts de tennis s'ajoutent au Sud des précédents ; une maison du tennis et un hall sportif sont également édifiés au sud du site ; un terrain de foot non stabilisé complète le tout, au Sud ; des espaces de stationnement prennent place devant la maison du foot et le hall. Concernant la place de la végétation, des allées de platanes sont plantés le long de la rue des Merles, ainsi qu'autour du terrain de foot.

Les orthophotographies prises entre 2006 et 2024 permettent de mettre en avant que le site n'a pas consommé davantage d'espace. Il n'y a pas d'évolution notable sur le site d'étude.

3.3. LE PROJET¹

Le projet consiste en la restructuration des équipements sportifs de la commune qui se compose de plusieurs étapes :

- la construction de la nouvelle maison des sports de Solaize ;
- la création d'ombrières photovoltaïques sur les courts de tennis
- le réaménagement du club house du tennis

La nouvelle salle de sport est un équipement mixte comprenant au RDC, des espaces dédiés au stade de football existant et au R+1, une salle polyvalente et des espaces attenants nécessaires à son bon fonctionnement.

Le nouvel édifice s'implante sur le site de l'ancienne maison du foot, qui a été déconstruite en avril 2025. Comme évoqué précédemment, cette dernière ne répondait plus aux normes d'un ERP actuel et aux besoins de la commune.

La future maison des sports sera un espace de transition entre les espaces d'activités sportives et les espaces d'habitations. Le bâtiment se développe sur deux axes : un premier axe d'implantation sur la rue et un deuxième côté terrain.

- Le premier, parallèle à la rue des Merles, s'appuie sur la frange arborée présente le long de la rue et permet de tisser une relation urbaine et paysagère intéressante avec la salle polyvalente récemment rénovée. Il propose des accès fonctionnels pour les piétons et les véhicules de services depuis la rue.
- Un second axe s'ouvre à 45° par rapport à la rue des Merles permettant d'orienter le bâtiment sur le grand paysage et de structurer les abords du terrain. Au sud-ouest, les gradins enherbés créent une attache au site et à sa topographie. Le rez-de-chaussée, semi-enterré, se déhanché pour offrir un parvis plus généreux et dessiner un cône de vue sur le terrain. Le terrain peut aussi être observé depuis le parvis couvert de la buvette grâce à l'avancée du premier étage.

La création de la nouvelle maison des sports de Solaize est l'occasion de participer à la requalification, la structuration et à l'affirmation des équipements sportifs de la commune, apportant une vraie plus-value au quartier.

¹ Ce chapitre est tiré des informations données dans la Notice Architecturale et Paysagère produite par le cabinet Emmanuelle Andreani Architectes.



Plan d'implantation

Adresse terrain : 120 rue des Merles, 69360 Solaize

N° parcelle : 000 AV 31

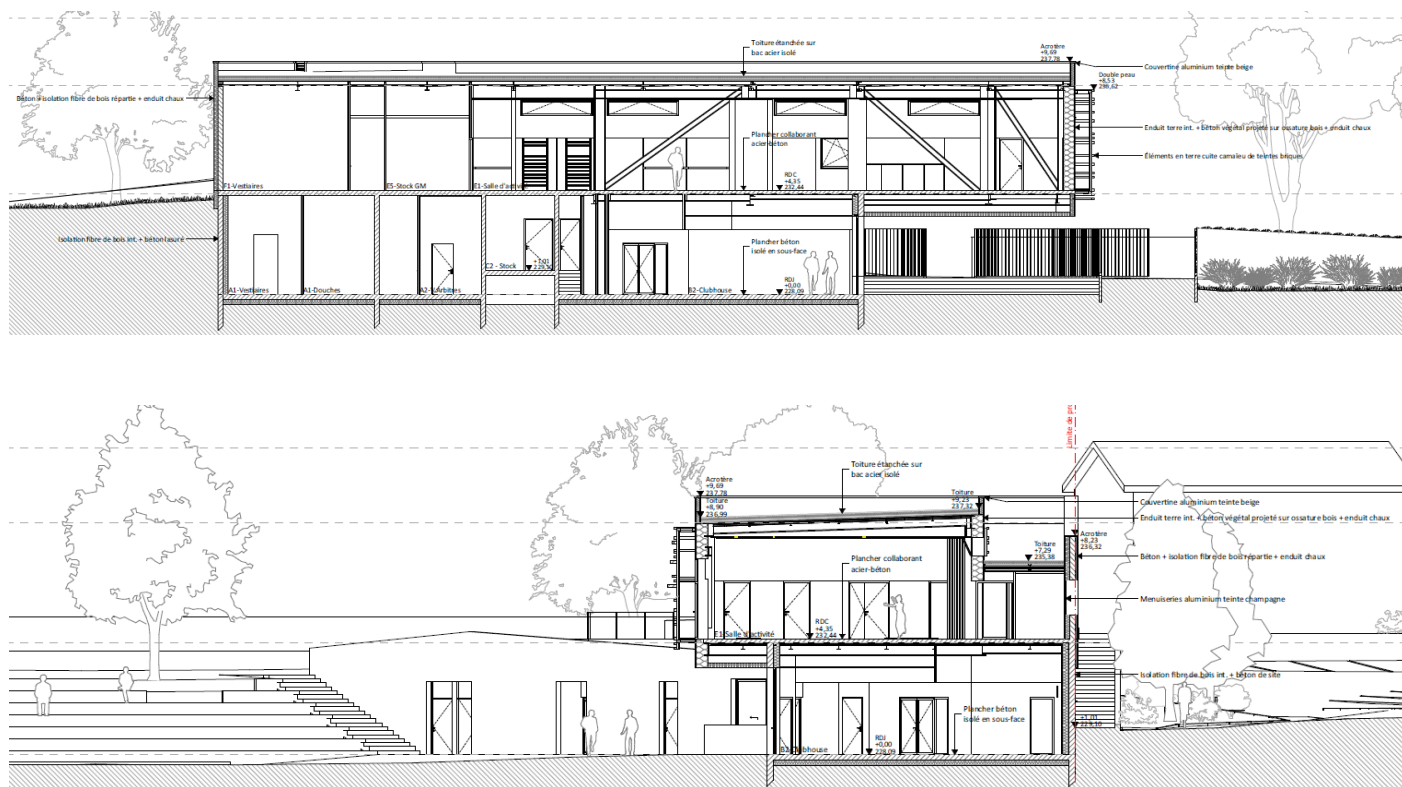
Surface terrain : 30 869 m²

Zonage : N2 du PLU-H de la métropole du Grand Lyon

Sur le plan architectural

Pensée comme un volume simple et efficace, l'architecture du bâtiment reprend, réinterprète et converse avec les formes, les volumes, les proportions et les matières des architectures vernaculaires environnantes. Elle se veut biosourcée, durable et adaptée à son contexte, offrant aux usagers le meilleur environnement possible pour se dépenser, se relaxer, se retrouver et s'éveiller.

Les deux niveaux du bâtiment trouvent un traitement différent. Le socle, élément semi-enterré, formant la base du bâtiment, est conçu en béton de site de teinte terre sur sa partie visible. A l'étage, un volume simple composé de façades en ossature bois, remplissage béton végétal projeté et enduites à la chaux, affirme une matière naturelle, qualitative et esthétique largement utilisée sur les façades de la commune. De grandes baies permettent à la salle d'activité de s'ouvrir sur le paysage. Une mantille en lames de terre cuite sur ossature métallique s'enroule autour de la façade, assurant un confort thermique optimal des espaces intérieurs, tout en limitant les risques d'effraction. Ces lignes s'inspirent des horizontalités marquées des façades traditionnelles de la commune, en faisant référence aux stries des murs en pisé et en pierres, comme ceux de l'église de Solaize.



Plans en coupe du projet – la hauteur projetée de l'édifice est de 9,69 mètres à l'acrotère (source : EMMANUELLE ANDREANI ARCHITECTES).

Sur le plan fonctionnel

En utilisant la topographie du site pour séparer les deux pôles parfaitement indépendants, le projet comprend un accès de plain-pied depuis l'extérieur, ayant une destination et des publics différents. Un accès de plain-pied par une rampe de 5 à 8 % depuis le parking dessert la salle d'activité. Les espaces dédiés au foot sont accessibles depuis la rue des Merles, par une rampe inférieure à 4 % ou bien un escalier, à couvert. Un escalier extérieur permet de relier ces deux niveaux en évitant le détour par le parking. Le projet est accessible à tous.

La compacité est le maître mot du projet. Elle permet de minimiser l'emprise foncière et de maximiser les espaces extérieurs végétalisés, pour répondre à une exigence de fonctionnement simple et lisible des espaces intérieurs. Le projet s'inscrit dans une démarche de conception bioclimatique, mettant en place une logique d'ingéniosité low-tech et une technicité adaptée au programme. Il porte un soin particulier dans les aménagements intérieurs, veillant au confort acoustique, visuel, thermique et ergonomique des espaces, dans une perspective de Haute Qualité Environnementale. Ainsi, le choix des matériaux de construction et le dessin du plan favorisent un entretien facile et la pérennité du bâtiment, sécurisé face aux actes de dégradation et d'intrusion. Une logique de blocs fonctionnels est mise en place. Ainsi, les différents espaces composant les grandes entités fonctionnelles du programme sont regroupés et disposent des espaces de rangement dédiés. Nous hiérarchisons et rendons lisibles les accès, afin de proposer une gestion optimale des flux, et de faciliter la continuité des activités, en toute sécurité.

Sur le plan paysager

Le traitement des espaces extérieurs constitue aussi la valorisation et le prolongement de l'équipement. Le porte-à-faux sert de grand préau sur l'entrée du site, à proximité directe du club-house et de la buvette, permettant aux supporters de s'abriter lors d'intempéries. La rampe PMR se dessine dans la continuité du bâtiment. Elle s'inscrit dans un dispositif paysager planté. En haut du talus existant, sur la frange ouest, se développe un grand filtre végétal permettant la mise à distance des habitations. Des gradins enherbés prolongent le bâtiment vers le sud, allant chercher une accroche au paysage afin de mieux ancrer le bâtiment dans son territoire. Cet espace qualitatif offre aux usagers une vue longitudinale sur le terrain de football et le grand paysage.

Il a choisi de prendre les partis pris suivants :

- Conserver la majorité des arbres existants
- Créer une continuité écologique avec les alignements arborés existants
- S'intégrer dans le tissu urbain avoisinant
- Accueillir la biodiversité en milieu urbain

Pour mettre en œuvre les partis pris, le projet paysager se compose de grandes entités paysagères suivantes :

- Bassins de pluie
- Gradins végétalisés
- Haie de champêtre
- Arboretum

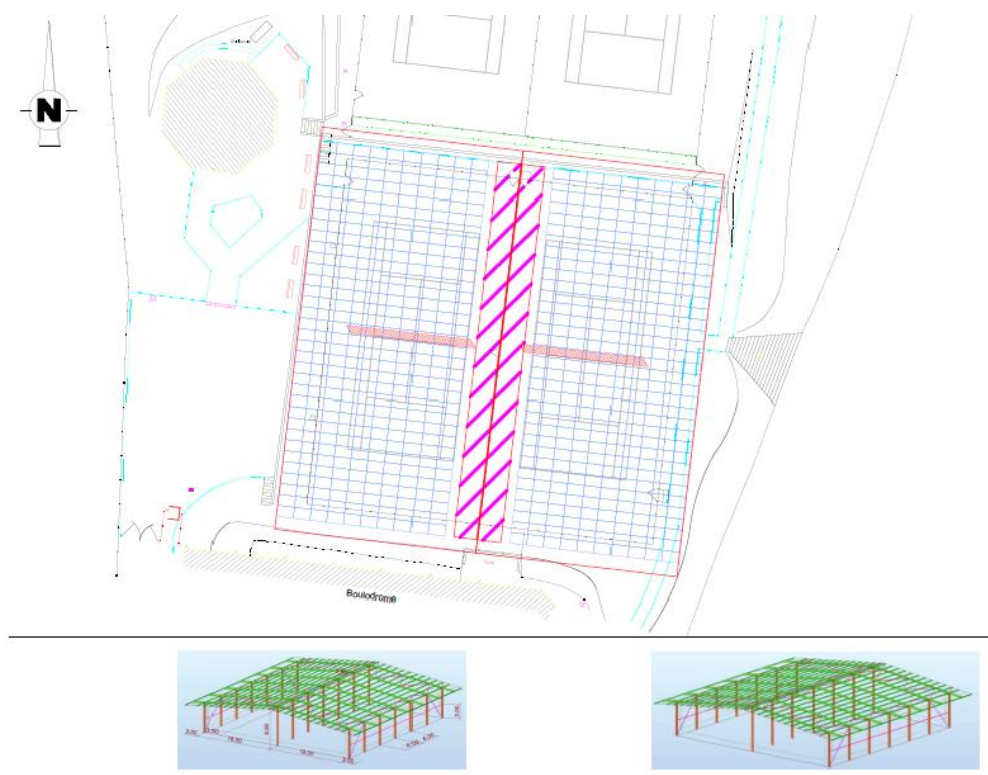
Au sujet des ombrières photovoltaïques sur les cours de tennis

Le projet concerne les 2 cours de tennis situés au sud, à proximité du boulodrome.

Dans ses documents techniques, la société en lien avec la commune décrit le projet de la manière suivante :

« L'implantation proposée considère 2 rectangles continus commençant depuis la gouttière, jusqu'à 3.4m avant le faitage. Sur la partie haute du faitage, des plaques de couvertures en polycarbonate transparent pourront être installées pour créer des puits de lumières naturels. La FFT recommande l'installation de ces équipements entre les terrains, afin de limiter la gêne pour les joueurs et sur la visibilité des balles. De plus ces panneaux translucides devront permettre une transmission lumineuse inférieure à 50% - recommandation FFT. »

	Nombre de lignes	Nombre de colonnes	Nombre de modules	Puissance (kWc)	Puissance (kVA)
Pan EST	10	34	340	153	120
Pan OUEST	10	34	340	153	120
Total			680	306	240



SOLAIZE - Hangar de terrains de tennis

3.4. L'INTERET GENERAL DU PROJET

Le projet de restructuration des équipements sportifs et notamment de la maison des sports, de la création d'ombrières photovoltaïques et de reconstruction du club house du tennis répond à une volonté de la commune **d'optimiser son complexe sportif aujourd'hui très largement anthropisé sans empiéter sur les espaces naturels et agricoles de la commune et sans créer de nouvel espace dédié au sport sur la commune**. La commune a choisi il y a plusieurs décennies de créer le complexe sportif sur le lieu actuel. **Ce lieu doit être pérennisé en tant que complexe sportif**. Le projet ne requestionne donc aucunement le parti d'aménagement de la commune présenté dans le PADD

Pour rappel, selon le tableau de répartition des compétences par collectivités locales, il est indiqué concernant les équipements sportifs² que les communes (ou EPCI) sont compétentes en :

- Construction et fonctionnement des équipements sportifs de proximité (piscine, gymnase, camping, etc.)
- Les communautés de communes, établissements publics de coopération intercommunale, peuvent contribuer au développement et à l'aménagement sportif de l'espace communautaire par la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements sportifs d'intérêt communautaire.
- Subventions aux clubs, associations, etc.
- Sécurité des installations sportives
- Possibilité de mettre à disposition les équipements sportifs auprès des collèges et des lycées, soit gratuitement soit au moyen d'un prix fixé par voie conventionnelle.
- Possibilité de créer un office municipal des sports

Ici, le projet répond donc aux compétences de la commune de Solaize, qui souhaite remplacer un vieux bâtiment qui ne répond plus aux normes, par un bâtiment moderne répondant à l'ensemble des besoins de la population. C'est donc un projet d'ordre d'intérêt général qui permettra à la commune de poursuivre son rayonnement associatif sportif en plein essor. Il en est de même des projets de restructuration du club house du tennis et de création d'ombrières photovoltaïques sur les cours de tennis. En ou

Par ailleurs, ces **équipements d'intérêt communal** seront édifiés sur l'emprise de bâtiments ou d'aménagements préexistants ce qui induit une consommation d'espace parfaitement maîtrisée. Les espaces naturels et agricoles ne seront pas impactés. Un calcul du coefficient d'imperméabilisation vient appuyer ces propos³, visible ci-après. Les autres aménagements prévus seront réalisés dans le même esprit d'optimisation du foncier communal déjà artificialisé.

² Informations disponibles sur ce lien : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/tableau-de-repartition-des-competences>

³ Calcul réalisé par le cabinet Emmanuelle Andreani Architectes dans la Notice Architecturale et Paysagère

Calcul du coefficient d'imperméabilisation

Bilan des surfaces avant travaux et après travaux



Bilan des surfaces avant travaux = 3.520 m²

- Surfaces imperméables = 906 m²
- Surfaces perméables = 2.220 m²
- Surfaces semi-perméables = 394 m²
- Coefficient d'imperméabilisation = 0.313

Bilan des surfaces après travaux = 3.520 m²

- Surfaces imperméables = 983 m²
- Surfaces perméables = 2.312 m²
- Surfaces semi-perméables = 225 m²
- Coefficient d'imperméabilisation = 0.311

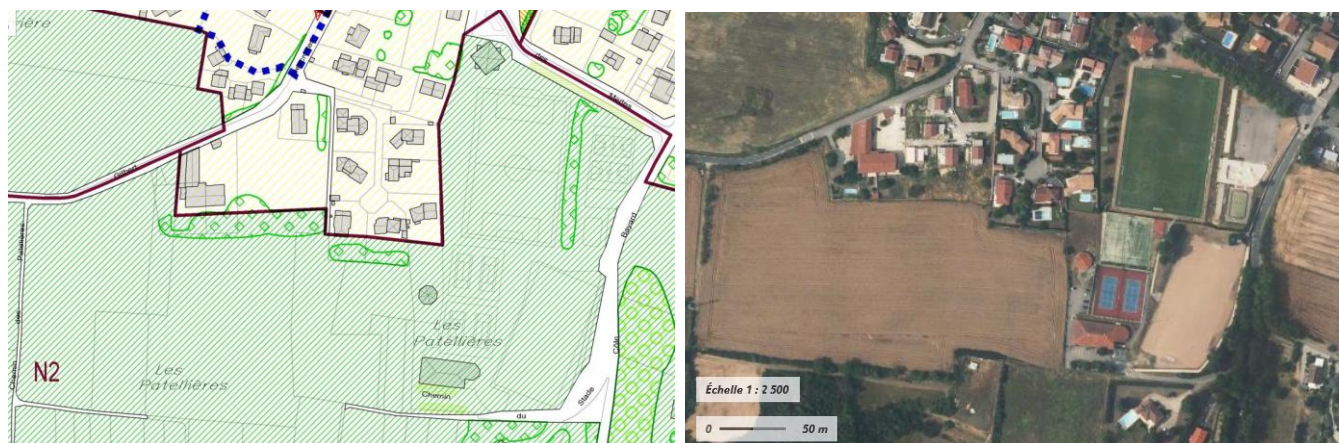
4. LE PROJET ET L'INCOMPATIBILITE DU PLU-H

4.1. L'INCOMPATIBILITE DU PLU-H

Plan Local d'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole de Lyon approuvé le 13 mai 2019. Il a fait l'objet depuis de très nombreuses procédures d'évolution dont la dernière a été approuvée le 14 mars 2025.

Lors de la dernière révision générale du PLU-H l'ensemble du complexe sportif a été classé en zone N2. Cette zone interdit les équipements publics de plus de 30 m² ou l'extension des équipements existant de plus de 20% de leur emprise au sol

Le projet de la commune consiste à restructurer son complexe sportif et notamment à détruire puis reconstruire sur site la maison du foot et le club house du tennis et à aménager des ombrières photovoltaïques sur des cours de tennis. Le règlement de la zone N2 rend donc impossible ce projet de restructuration.



Extrait du règlement graphique du PLU-H et photographie aérienne du site (source : géoportail.fr)

Il est donc nécessaire :

- de délimiter un **STECAL (Secteur de Taille, d'Extension et de Capacité d'Accueil Limité)**
- de délimiter 3 polygones d'implantation à l'intérieur desquels seront autorisés
 - o les bâtiments de la nouvelle maison du foot au nord
 - o le nouveau bâtiment du club house du tennis à l'ouest
 - o les ombrières photovoltaïques sur les cours de tennis
- de rédiger des règles pour ce STECAL afin de n'y autoriser que des équipements publics et ombrières photovoltaïques.

4.2. UN PROJET COMPATIBLE AVEC LE PADD DU PLU-H

Le PADD, au travers du défi environnemental vise à **accompagner les lieux du développement urbain d'une offre d'équipements, commerces et services adaptée aux besoins de la population**. Le texte du PADD précise qu'un cadre de vie de qualité se définit aussi par la facilité d'accès aux commerces, services et équipements. Le PLU-H favorise l'implantation et le **renforcement** de ceux-ci dans les secteurs denses ou en développement, de manière adaptée au nombre d'habitants et à sa croissance prévisible.

Le projet de la commune de Solaize entre parfaitement dans cet objectif du PADD du PLU-H.

Aussi, le projet de la commune de Solaize ne remet pas en cause le défi métropolitain visant entre autres à renforcer l'offre des grands équipements. En effet, le texte du PADD précise que Le PLU-H permet le développement des sites existants et les nouveaux projets, en intégrant les conditions d'accessibilité. Cela concerne tout particulièrement :

- le renforcement des grands équipements d'accueil de salon et de congrès tel qu'Eurexpo ;
- la consolidation des grands équipements de culture, sports et loisirs tels que le stade des Lumières à Décines-Charpieu, le stade de Gerland à Lyon ou la grande salle de basket à Villeurbanne ;

- le développement et la restructuration des équipements de santé comme par exemple l'évolution de l'hôpital Edouard Herriot ou le redéploiement du Pôle hospitalier de Lyon Sud

Le projet de restructuration des équipements sportifs de Solaize ne concerne que des équipements d'intérêt communal et non d'intérêt communautaire. Il ne viendra donc pas en concurrence avec les équipements communautaires.

4.3. LES PIECES NECESSITANT D'ETRE ADAPTEES POUR RENDRE LE PLU COMPATIBLE

4.3.1. Le recours au STECAL et à l'outil « polygone d'implantation »

L'article L.151-13 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité d'autoriser, dans les zones naturelles, agricoles ou forestière, des constructions à titre exceptionnel :

*« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** dans lesquels peuvent être autorisés : 1° Des constructions ; (...) Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions (...) doivent satisfaire. Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs. »*

En complément, la métropole de Lyon a créé le **polygone d'implantation** qui matérialise la zone dans laquelle les constructions doivent être implantées :

« Dans les secteurs de zone où les documents graphiques du règlement délimitent un polygone d'implantation, les constructions nouvelles ne peuvent être implantées qu'au sein de ce dernier. »

Ces deux outils sont utilisés pour créer les règles d'urbanisme applicables sur le complexe sportif dans le cadre de sa restructuration.

Les pièces du PLU-H suivantes concernant la commune de Solaize nécessitent une correction :

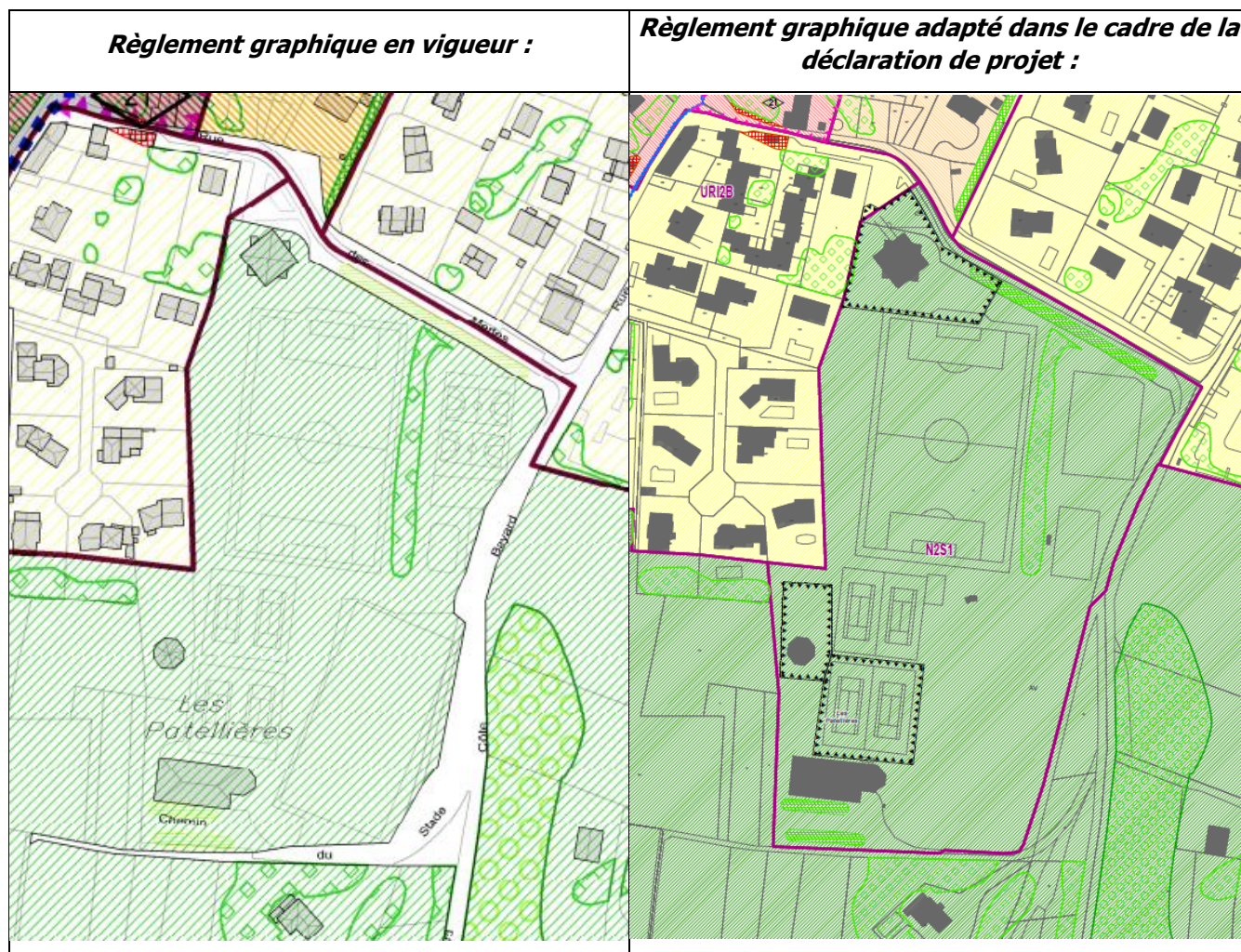
- C.2.1 et C.2.2 - Règlement graphique – zonages et autres prescriptions
- C.3.1 – Prescriptions d'urbanisme

Les corrections sont décrites dans les chapitres suivants :

4.3.2. C.2.1 et C.2.2 - Le règlement graphique

Cette procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU-H nécessite de reclasser 32934 m² de la zone N2 en zone N2S1. Les implantations des constructions sont limitées aux polygones d'implantations qui totalisent 9224 m² :

- 2295 m² pour le polygone nord (maison du foot),
- 863 m² pour le polygone ouest (club house du tennis)
- 1822 m² pour le polygone sud(cours de tennis).



4.3.3. C.3.1 – Prescriptions d'urbanisme

Dans le document « prescriptions d'urbanisme » une page dédiée aux « Secteurs de Taille et de Capacité d'accueil Limitées » en zone A et N est ajoutée.

Cette page contient le tableau suivant :

N° de secteur	Localisation	Destination	Hauteur, Implantation, Densité	Raccordement aux réseaux publics et Conditions d'hygiène et de sécurité
N2S1	Rue des Merles, Côte Bayard et Chemin du Stade	<p>Seuls sont admis les constructions, travaux, ouvrages ou installations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les destinations autorisées au chapitre 1.2 de la zone N2 - Les constructions à destination d'équipements collectifs - Les ombrières photovoltaïques 	<p><u>Implantation</u> : Les constructions sont implantées à l'intérieur de la délimitation de l'emprise des polygones d'implantation inscrits au règlement graphique du STECAL.</p> <p><u>Emprise au sol des constructions</u> : L'emprise au sol est limitée à 35% de la superficie de chaque polygone d'implantation.</p> <p><u>Hauteur</u> :</p> <p>La hauteur de façade des constructions est limitée à 10m hors VETC sauf contrainte fonctionnelle ou technique.</p>	<p>Pour le raccordement aux réseaux publics existants (eau potable, assainissement), la gestion des eaux pluviales et la défense et lutte contre l'incendie : se reporter au chapitre 6 de la partie I du règlement.</p>

5. LE PROJET AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX : AUTO-EVALUATION DANS LE CADRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS

5.1. LE MILIEU PHYSIQUE

■ LA TOPOGRAPHIE

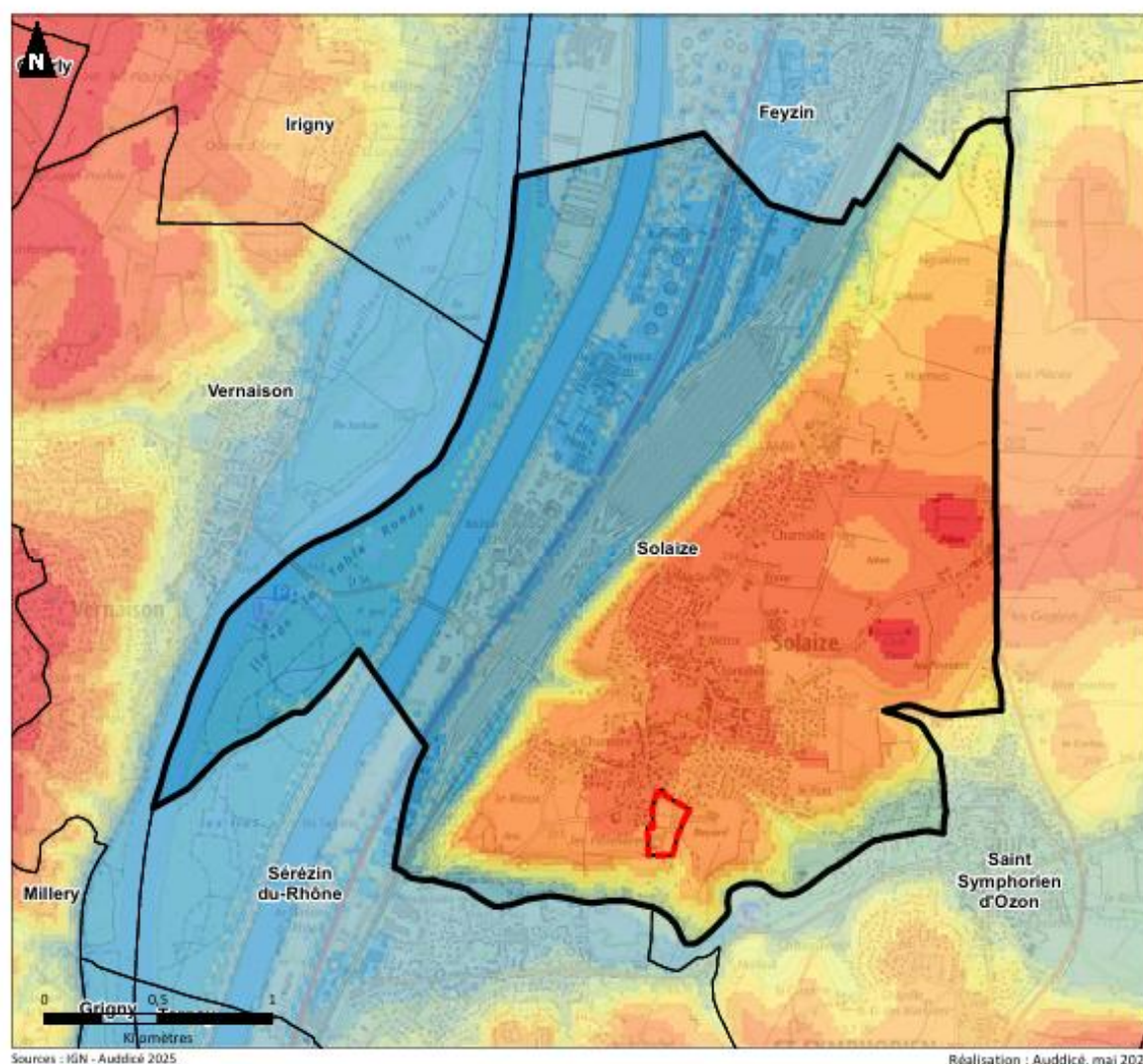
Le territoire de Solaize s'insère dans un relief vallonné, avec des variations allant de 160m à près de 240m d'altitude. Le relief s'accroît au sud de la commune, offrant des points de vue sur la vallée de l'Ozon, du Rhône et la commune voisine de Sérézin-du-Rhône. Le bourg et la très grande majorité du tissu urbain sont situés sur le plateau, à l'écart des fonds de vallée. Le secteur concerné par le projet est en bout de plateau sur la partie sud de la commune.



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Relief



Sources : IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- Commune concernée
- Localisation du projet
- Limites communales

Altitude (en m) :

	> 160		200 - 210
	160 - 170		210 - 220
	170 - 180		220 - 230
	180 - 190		230 - 240
	190 - 200		> 240

5.2. LES RISQUES NATURELS

■ RISQUE DE REMONTEE DE NAPPE

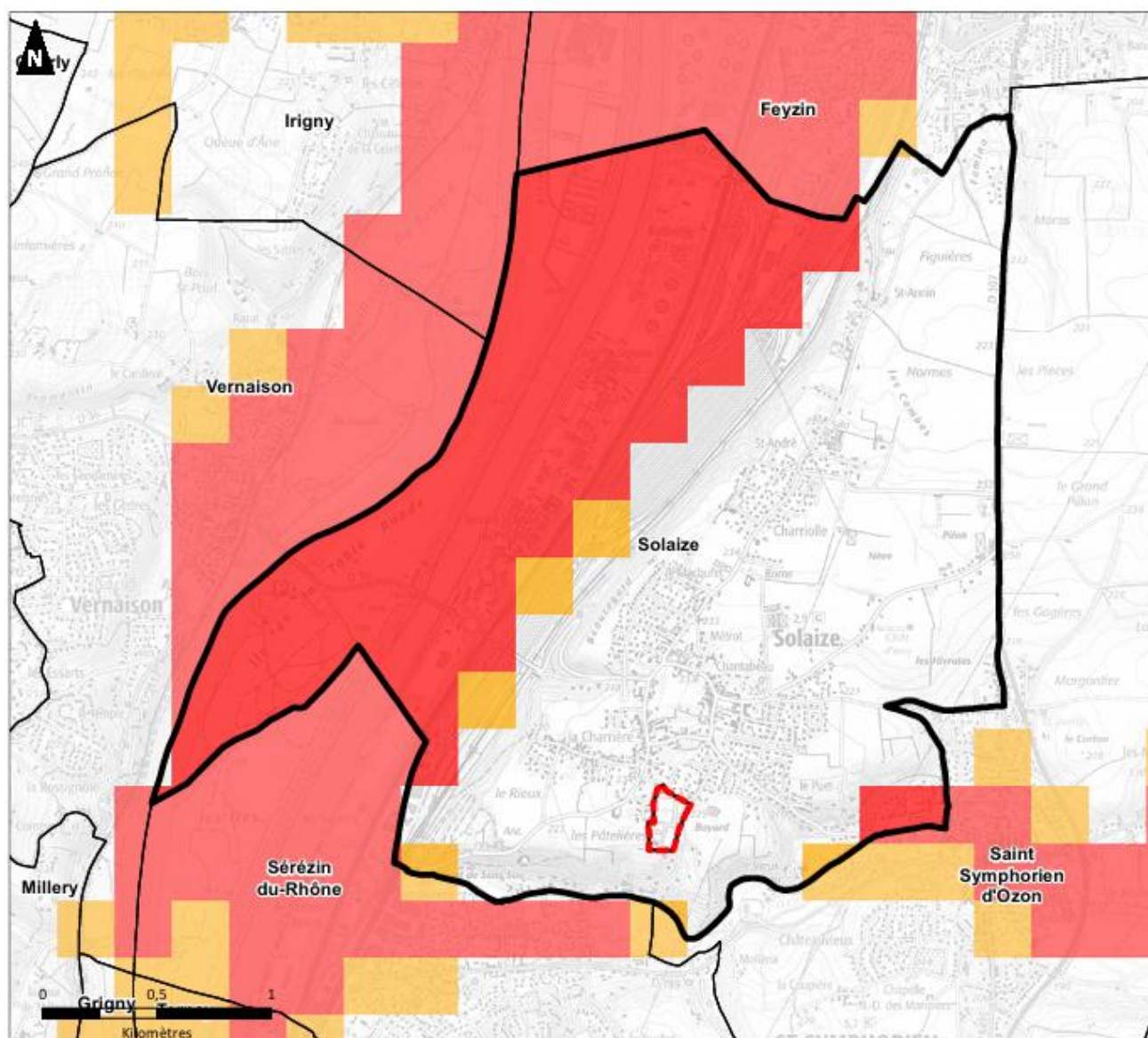
Le site de la future maison des sports n'est pas concerné par un risque de **risque de remontée de nappe**.



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Remontées de nappes



Sources : BRGM - Géorisques - IGN - Audicé 2025

Réalisation : Audicé, mai 2025

- | | |
|------------------------|--|
| Commune concernée | Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe |
| Localisation du projet | Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave |
| Limites communales | Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave |

> Aléas retrait-gonflement des argiles

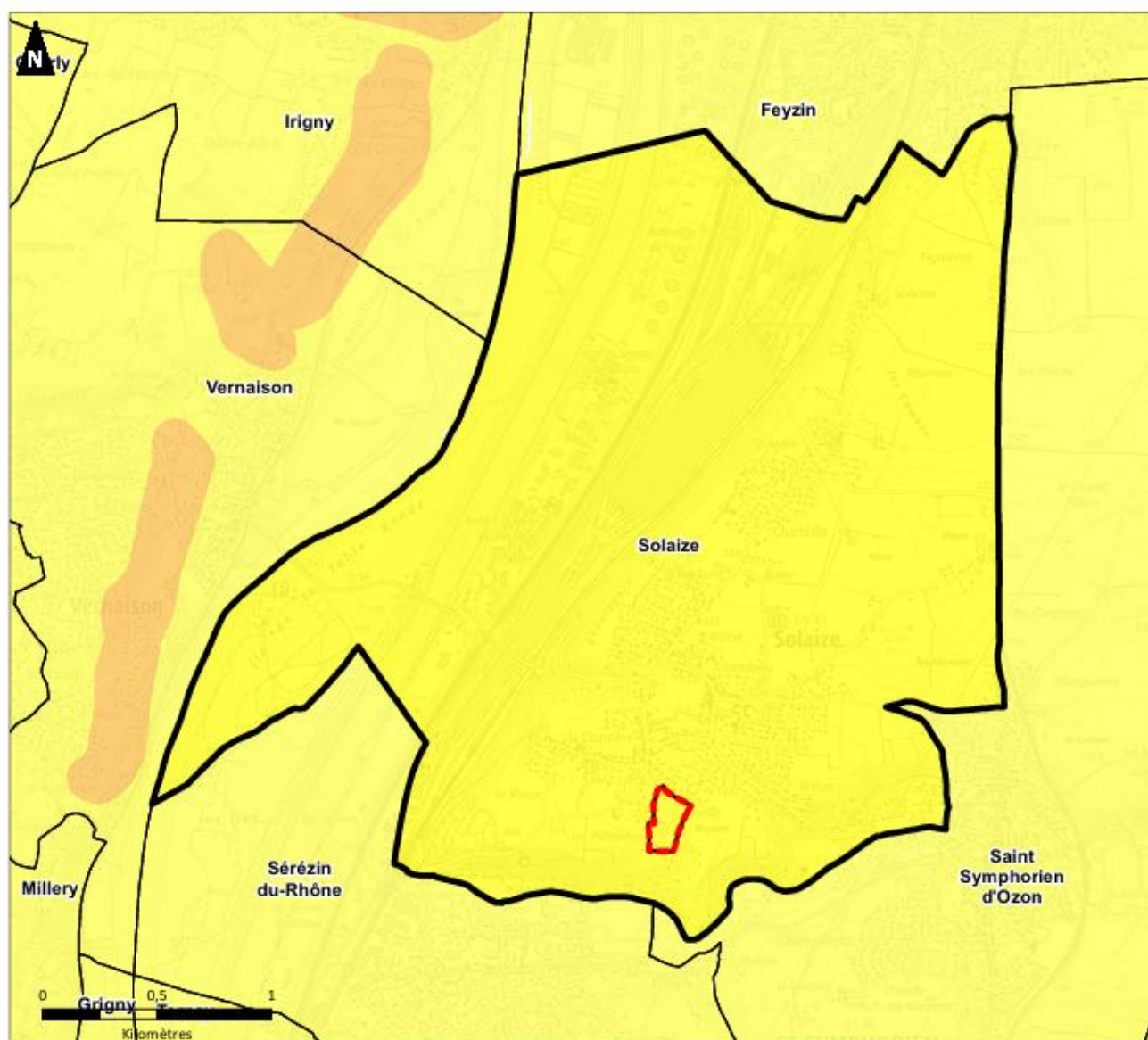
La carte suivante, met en avant que **l'aléa lié au retrait et gonflement des argiles (suite à des périodes de sécheresse et de fortes précipitations, fragilisant les fondations des constructions) est faible.**



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Aléas gonflement / retrait des argiles



Sources : BRGM - Géorisques - IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- | | |
|------------------------|---|
| Commune concernée | Aléas gonflement/retrait des argiles : |
| Localisation du projet | Faible |
| Limites communales | Moyen |

> Risque sismique

L'aléa sismicité est qualifié de modéré sur l'ensemble du territoire de la commune de Solaize.

■ PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRI)⁴

Le site du projet fait partie du PPRI d'Ozon, mais n'est pas concerné par un zonage réglementaire particulier, comme l'indique la carte ci-dessous.

D'après le règlement écrit du PPRI d'Ozon, la zone blanche est « une zone qui n'est pas exposée au risque inondation par débordement de ruisseau. Cependant certains aménagements qui seraient implantés dans cette zone blanche pourraient aggraver le risque d'inondation actuel dans les zones exposées ». Les collectivités doivent donc veiller à limiter les apports d'eau pluviales supplémentaires.

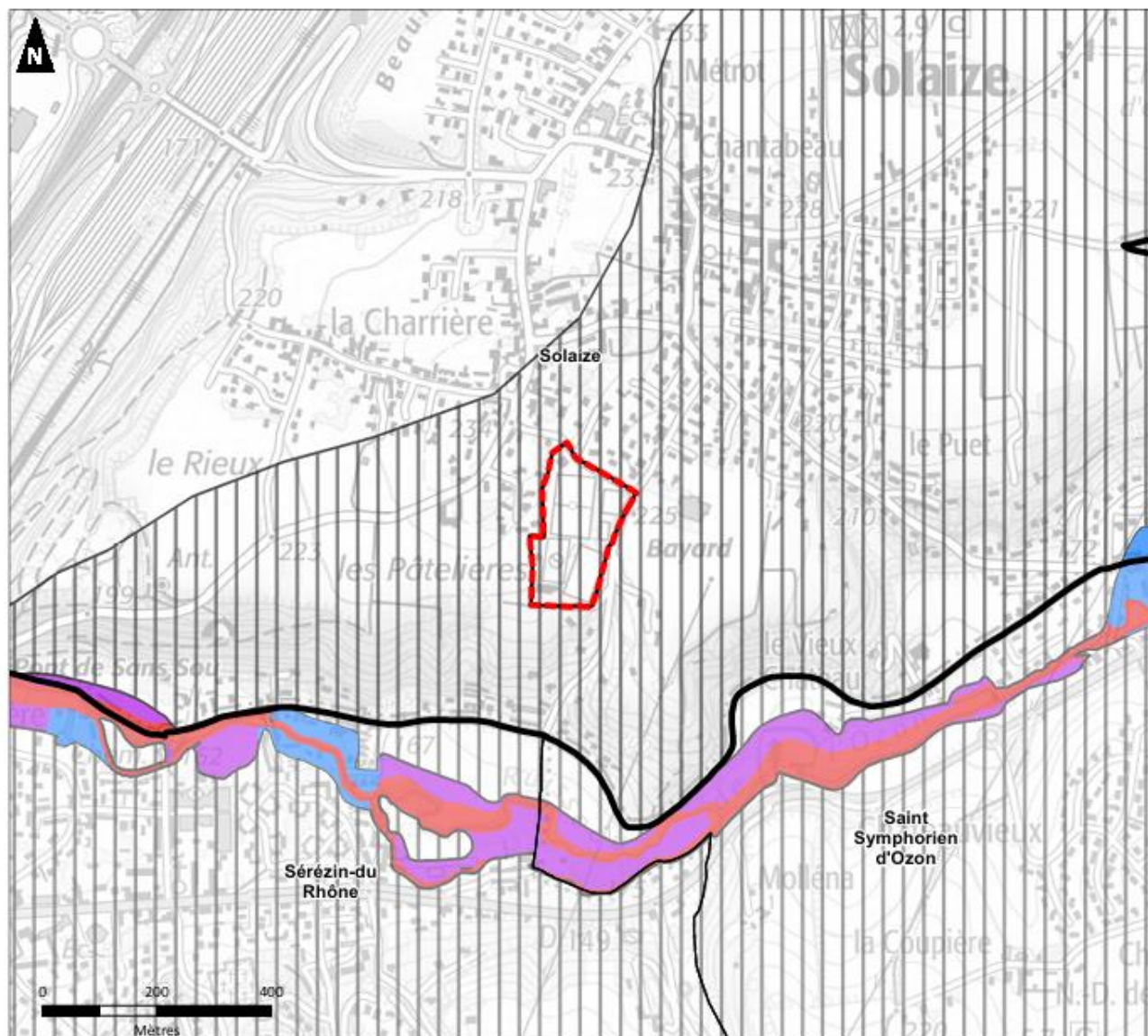
Les prescriptions indiquent que les nouvelles constructions, soumise à autorisation au titre du Code de l'Urbanisme, et les équipements ou infrastructures, supérieur à 1ha, ne doivent pas augmenter le débit naturel des eaux pluviales de la parcelle.

D'après le projet, face à la topographie et la configuration de la parcelle, la gestion des eaux pluviales au niveau des toitures et autour du bâtiment sera réalisée majoritairement par un bassin enterré. Pour la partie Est le long de la rampe, le jardin de pluie sera réalisé dans les espaces verts. La gestion des eaux pourra être intégralement gérée à la parcelle sans rejet au réseau⁵.

⁴ PPRI disponible à cette adresse : <https://www.rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-protection-de-la-population/La-securite-civile/Les-risques-majeurs/Les-risques-majeurs-dans-le-Rhone/Risques-inondations-PPRI-et-PAC/PPRNI-Vallee-de-l-Ozon>

⁵ Informations transmises dans la notice architecturale réalisée par le cabinet Emmanuelle Andreani Architectes.

**Plans de Prévention des Risques Naturels
Zonage réglementaire du PPRI de l'Ozon**



Sources : Géorisques - GPU - IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- Commune concernée
- Localisation du projet
- Limites communales

Zonage réglementaire du PPRI Ozon :

- zone blanche
- zone rouge
- zone violette exposée à un risque faible ou moyen
- zone bleue

5.3. LES RISQUES INDUSTRIELS, LES POLLUTIONS ET NUISANCES

■ PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

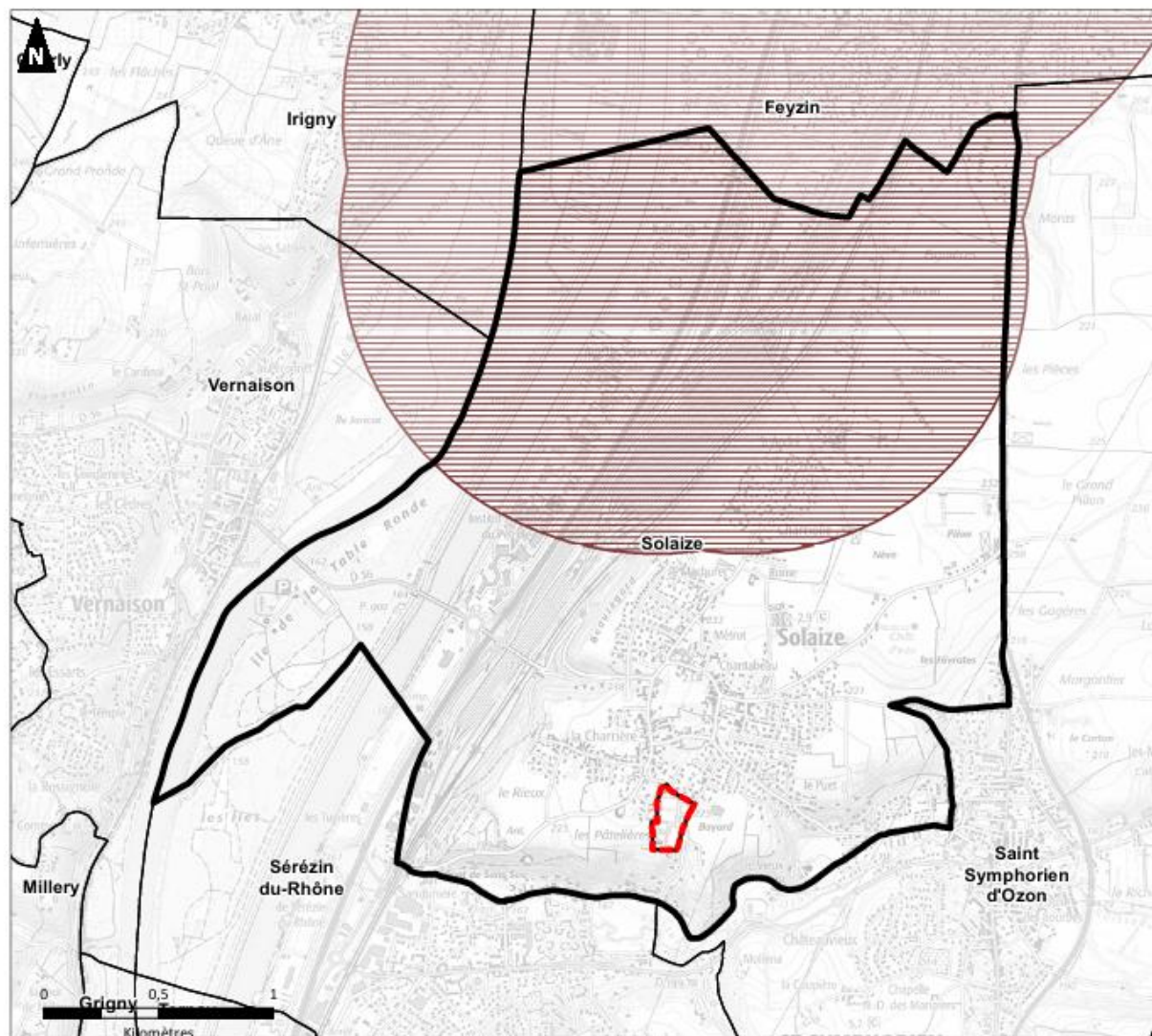
La commune de Solaize est concernée par le PPRT de la Vallée de la chimie, sur la partie Nord de son territoire, comme le montre la carte ci-après. Toutefois, **le projet n'est lui, pas concerné** par ce plan de prévention.



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Plan de Prévention des Risques Technologiques



Réalisation : Auddicé, mai 2025

-  Commune concernée
-  Localisation du projet
-  Limites communales
-  PPRT Vallée de la Chimie

■ RISQUES INDUSTRIELS ET POLLUTIONS

Comme l'indique les cartographies suivantes, **le site de projet est très peu contraint** :

- Des sites CASIAS sont à proximité du site de projet, mais avec un éloignement toutefois suffisant pour ne pas affecté le projet de Maison des sports ;
- Des industries (non seveso), Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), siège dans la commune, mais sans contraintes majeures vis-à-vis du projet ;

Par ailleurs :

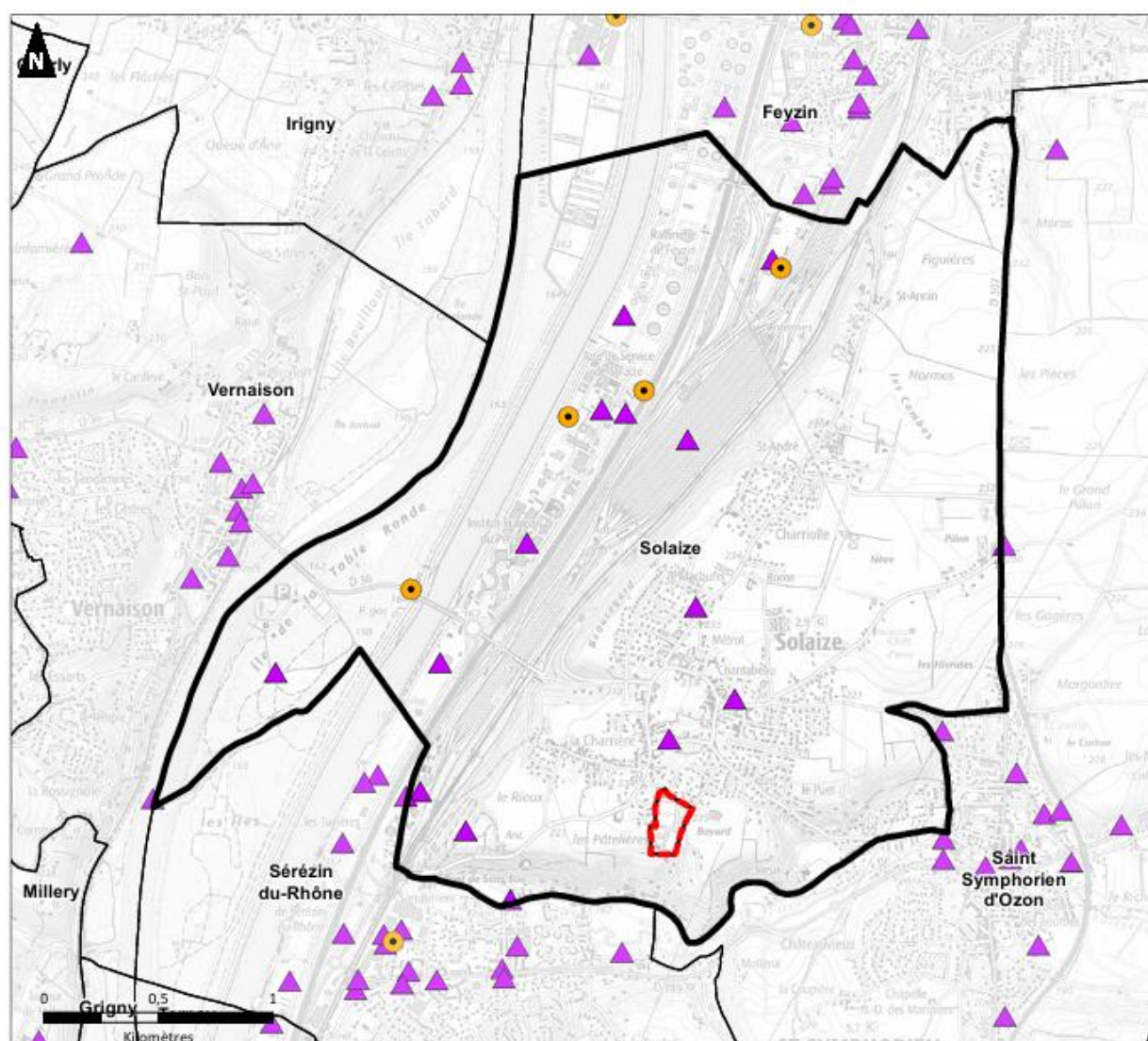
- Le site de projet n'est pas traversé par des canalisations de transport de matières dangereuses ;
- Le risque radon est qualifié de faible ;



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Pollution des sols : Sites CASIAS et BASOL

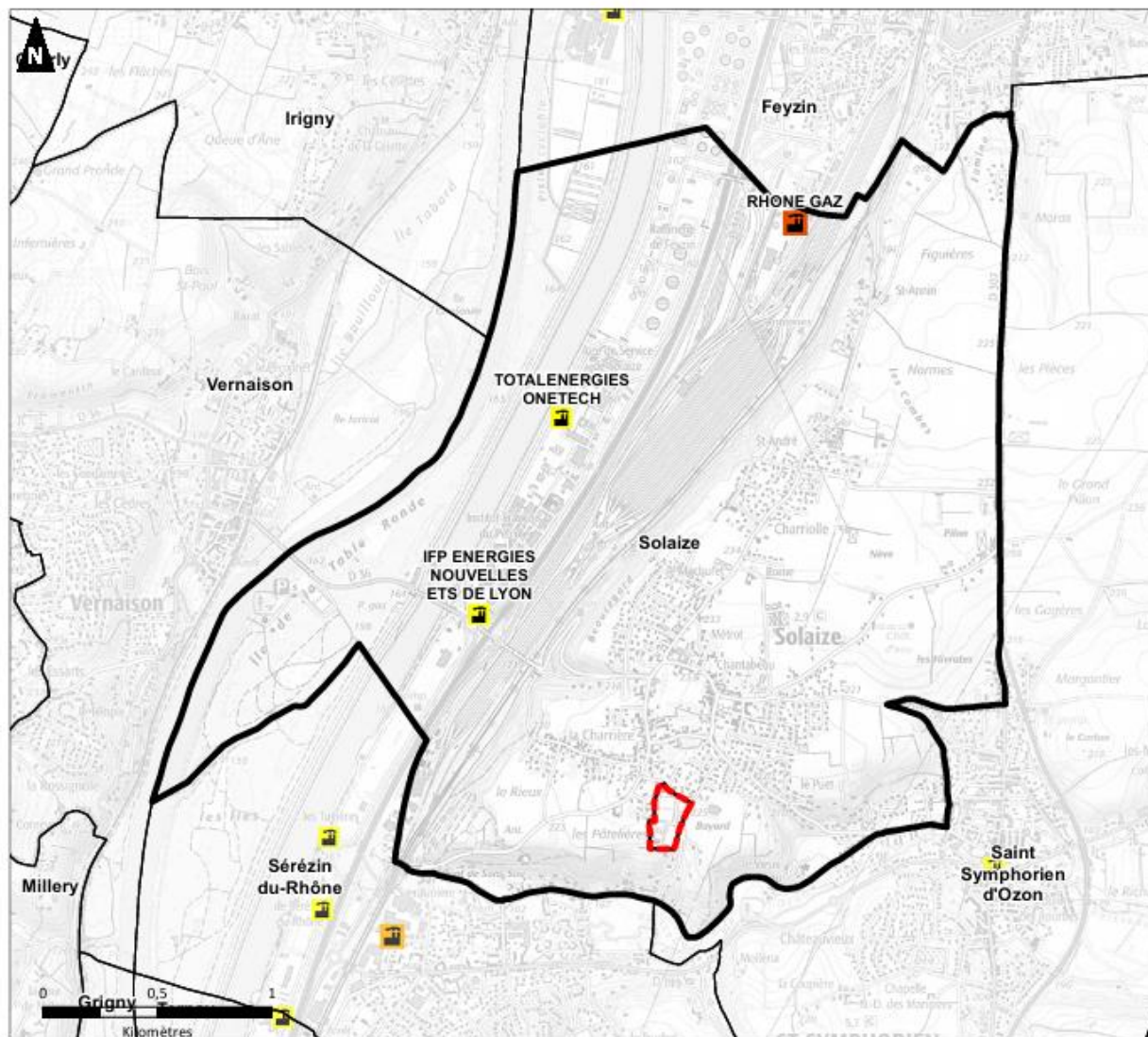


Sources : BRGM - Géorisques - IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- | | |
|------------------------|-------------|
| Commune concernée | Site CASIAS |
| Localisation du projet | Site BASOL |
| Limites communales | |

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement



Sources : Géorisques - IGN - Audicé 2025

Réalisation : Audicé, mai 2025

- Commune concernée
- Localisation du projet
- Limites communales

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ou à enregistrement (seuil Seveso) :

- Industrie (seuil haut)
- Industrie (seuil bas)
- Industrie (non Seveso)

■ NUISANCES SONORES

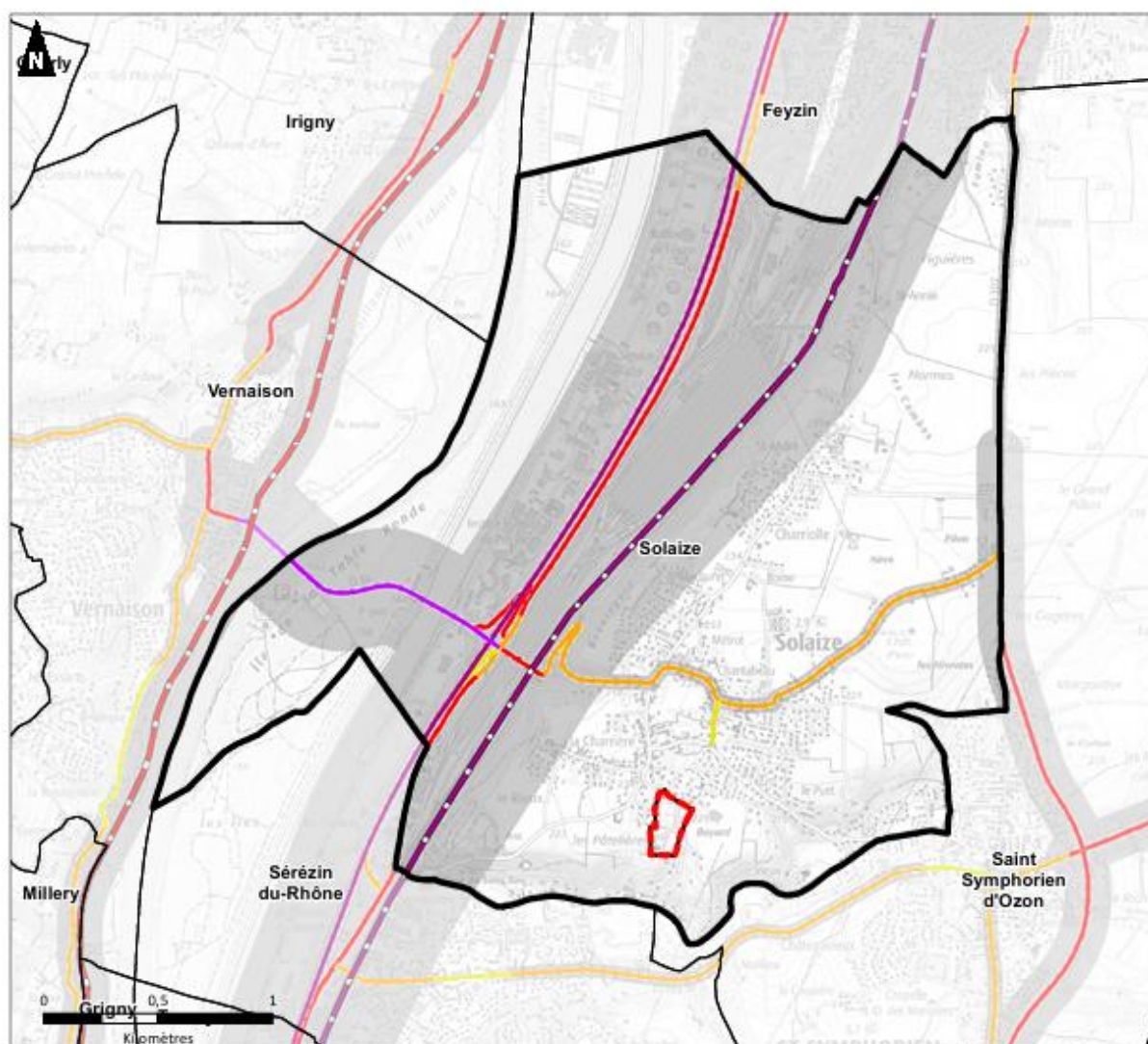
La commune de Solaize est traversée dans sa partie ouest par l'autoroute A7, ainsi que de la voie ferrée, à moins de 1km du centre village induisant un classement sonore de l'infrastructure (normes d'isolation phonique à respecter pour la plupart des constructions). **D'après la carte ci-dessous le site n'est pas impacté par les nuisances sonores.**



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Classement sonore des infrastructures de transport terrestre



Sources : DDT69 - IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- Commune concernée
- Localisation du projet
- Limites communales
- Secteur de bruit (routier et ferré)

Classement pour les routes :

- 1
- 2 (250 mètres)
- 3 (100 mètres)
- 4 (30 mètres)
- 5

Classement pour les voies ferrées :

- 1 (300 mètres)
- 3 (100 mètres)

5.4. LES MILIEUX NATURELS

■ L'OCCUPATION DU SOL

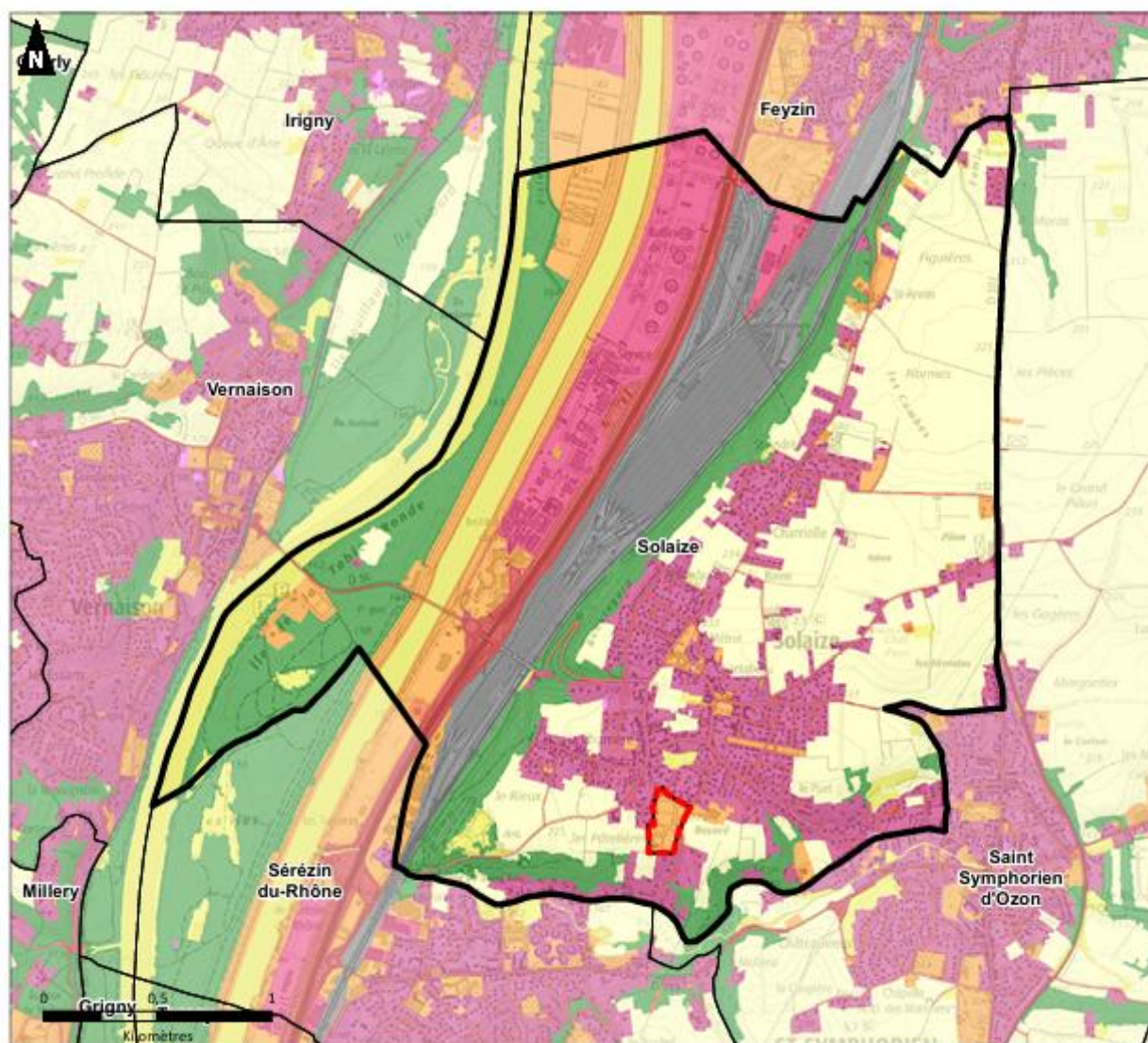
La commune de Solaize est une **commune urbaine périphérique à Lyon**. C'est une commune principalement résidentielle, qui accueille également une production secondaire avec la Vallée de la chimie en partie, et une production agricole de grandes cultures principalement. La carte ci-dessous, met également en avant la qualité urbaine de la commune à travers le réseau de transport important (ferroviaire, routier) qui traverse la commune du Nord au Sud.



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Occupation du sol en 2020 (OCSGE)



Sources : IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- Commune concernée
- Localisation du projet
- Limites communales

Occupation du sol (Usage des sols) en 2020 :

- | | |
|-----------------------------|------------------------------------|
| US1.1 : Agriculture | US4.1.2 : Réseaux ferrés |
| US1.2 : Sylviculture | US4.3 : Réseaux d'utilité publique |
| US2 : Production secondaire | US5 : Usage résidentiel |
| US3 : Production tertiaire | US6.1 : Zones en transition |
| US4.1.1 : Réseaux routiers | US6.3 : Sans usage |

LE RESEAU NATURA 2000

Les Directives européennes 92/43, dite directive « Habitats-faune-flore », et 79/409, dite directive « Oiseaux », sont des instruments législatifs communautaires qui définissent un cadre commun pour la conservation des plantes, des animaux sauvages et des habitats d'intérêt communautaire.

Le réseau NATURA 2000 n'a pas pour objet de constituer des "sanctuaires de nature" où toute activité humaine serait proscrite. La procédure de concertation mise en place en France permet à un comité de pilotage constitué localement, avec une forte représentation des collectivités territoriales et une représentation de l'ensemble des activités économiques et de loisirs intéressés par le site, de déterminer les orientations et principes de gestion durable.

Des outils contractuels (contrat NATURA 2000, mesures agro-environnementales et chartes NATURA 2000) permettent de mettre en œuvre concrètement les orientations de gestion définies dans les documents d'objectifs (DOCOB).

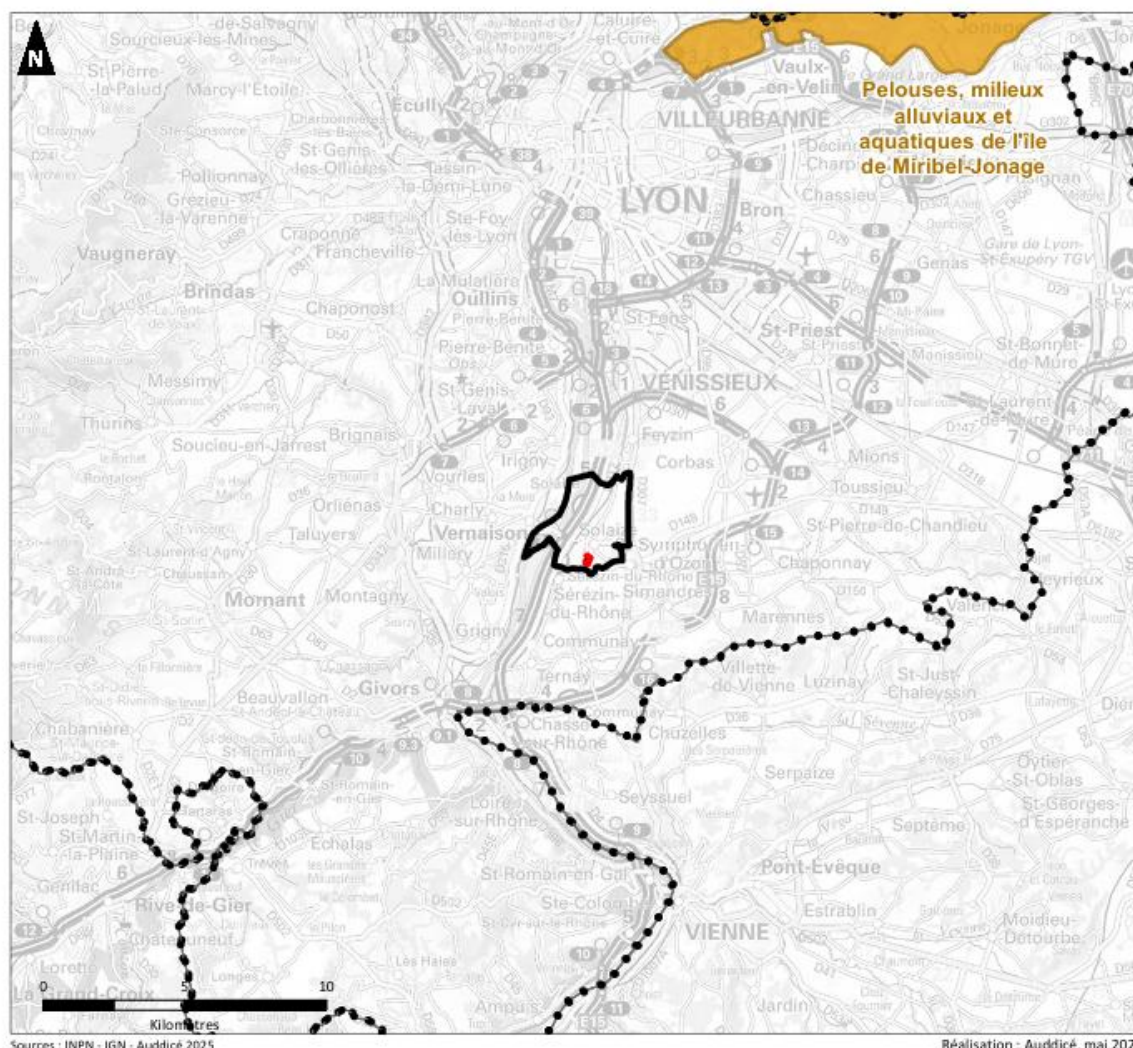
Comme le montre la carte ci-dessous, la commune de Solaize de manière générale, et le site concerné par la déclaration de projet en particulier, sont éloignés des sites NATURA 2000.



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Réseau Natura 2000



-  Commune concernée
-  Zone Spéciale de Conservation
-  Localisation du projet
-  Limites départementales

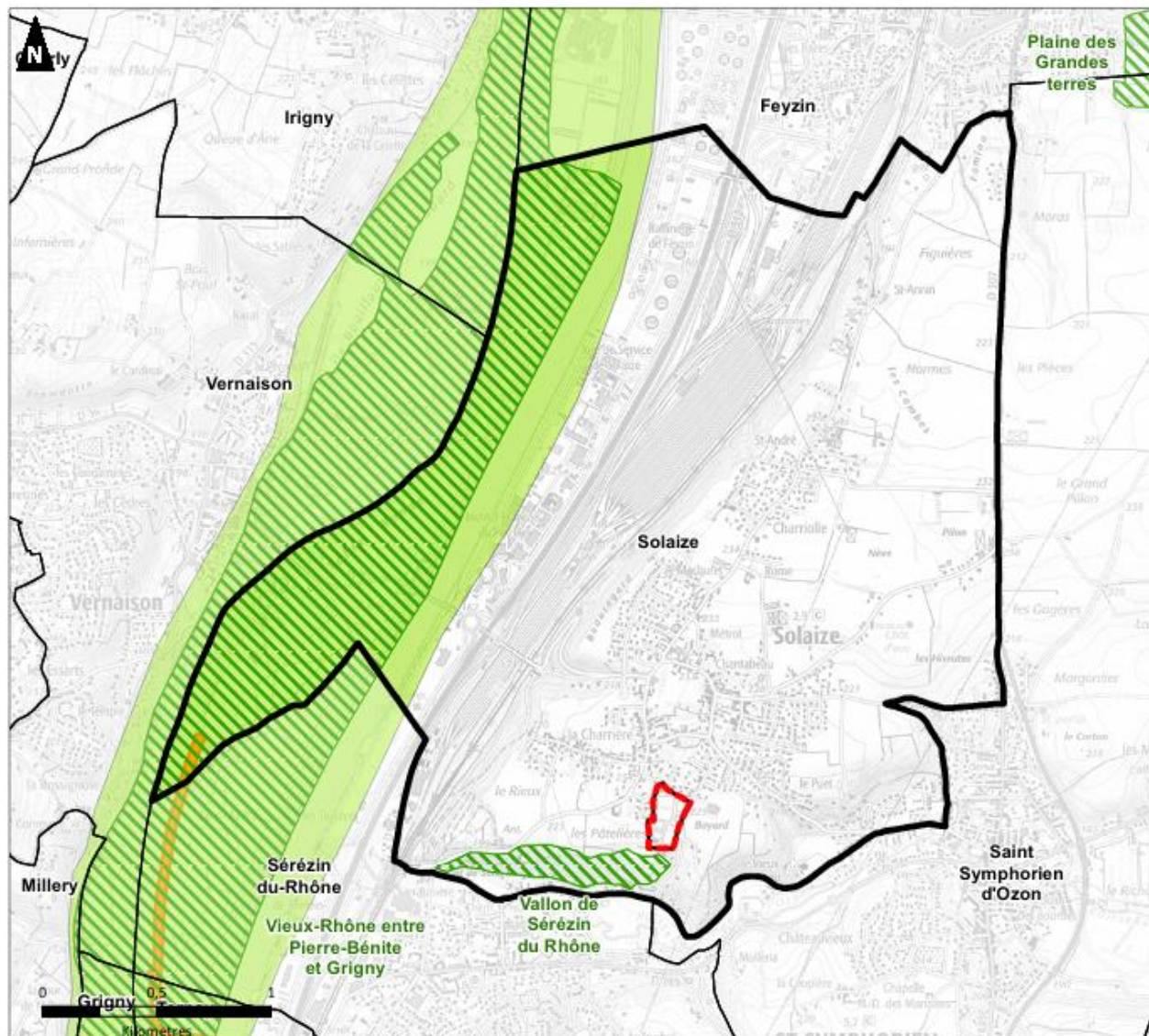
■ LES ZONES NATURELLES D'INTERET RECONNU (HORS RESEAU NATURA 2000)

Comme le montre la carte ci-dessous, la commune de Solaize est riche de 2 Zones Naturelles d'Intérêts Ecologiques Faunistiques et Floristiques :

- **ZNIEFF de type 1 : Vallon de Sérézin du Rhône**, au sud de son territoire, proche du site de projet.
- **ZNIEFF de type 1 : Vieux-Rhône entre Pierre-Bénite et Grigny**, situé à l'Ouest du territoire et du site d'étude.
- **ZNIEFF de type 2 : Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales**, situé à l'Est du territoire communal et du projet

L'éloignement des équipements sportifs par rapport à ces sites semble suffisant pour que les milieux naturels ne soient pas perturbés par la nouvelle construction.

**Zones Naturelles d'Intérêt Reconnu
(Hors réseau Natura 2000)**



Sources : INPN - IGN - Audicé 2025

Réalisation : Audicé, mai 2025

- | | |
|------------------------|---|
| Commune concernée | ZNIEFF de type 1 |
| Localisation du projet | ZNIEFF de type 2 "Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales" |
| Limites communales | Arrêté de Protection de Biotope "Ile de la Table Ronde" |

5.5.AGRICULTURE

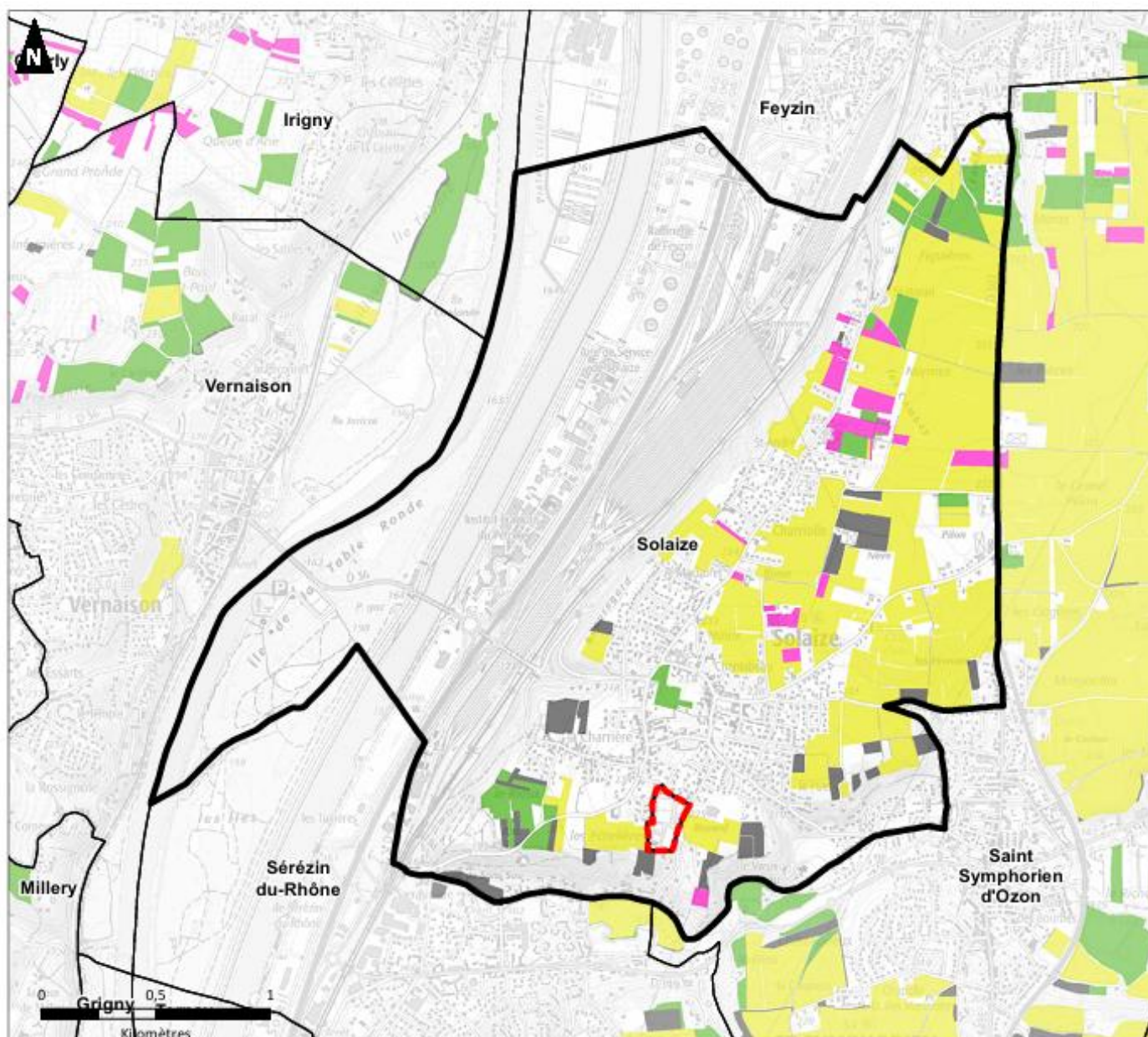
La commune de Solaize est majoritairement occupée par des cultures annuelles, on retrouve principalement des grandes cultures. Comme le montre la carte suivante, **le site n'est pas occupé par des terres agricoles**.



Commune de Solaize (69)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité



Occupation du sol agricole en 2023 (RPG)



Sources : ASP - IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, mai 2025

- Commune concernée
- Localisation du projet
- Limites communales

Types d'occupation du sol agricole en 2023 :

- Grandes cultures
- Cultures spécialisées (Vergers, vignes, légumes ...)
- Prairies
- Gel et autres

5.6. PAYSAGE ET PATRIMOINE ARCHITECTURAL

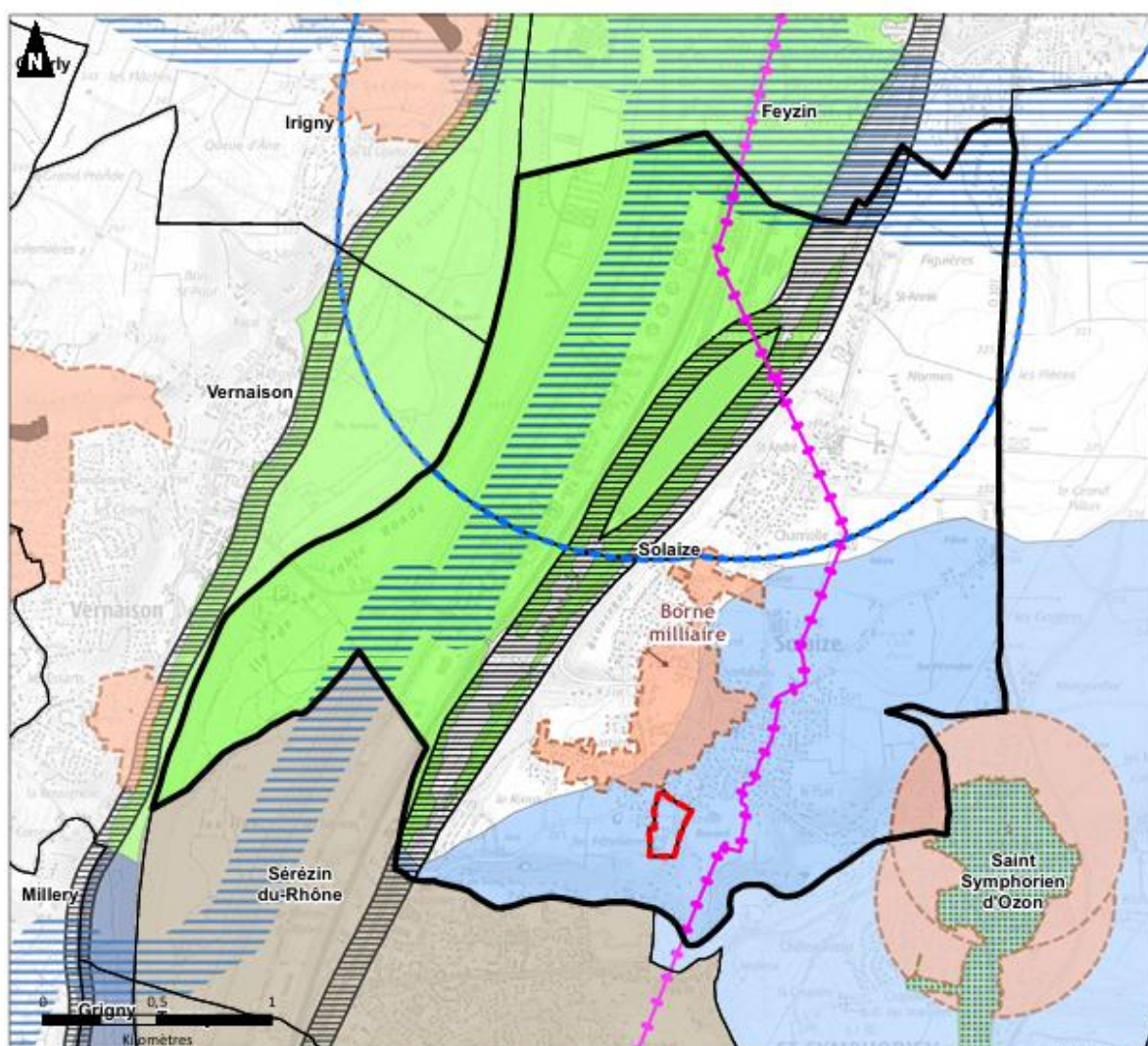
Implantée dans l'unité paysagère de l'agglomération Lyonnaise et Viennoise, la commune de Solaize présente un paysage urbain, ouvert au Sud-Est sur le Rhône et le plateau Lyonnais, ainsi que sur le versant nord et collines de Balmes Viennoises.

Le site d'étude, situé en hauteur, constitue une ouverture visuelle sur le paysage agricole au sud, **un soin particulier devra être apporté au traitement de la lisière entre le site de la maison des sports et l'espace agricole, tout en ménageant des vues sur ce paysage.**

Le site de projet n'est par ailleurs pas visible depuis les rues attenantes. Il ne semble donc pas avoir d'enjeux particuliers de covisibilité à prendre en compte vis-à-vis des maisons du centre-bourg. De plus, le site n'est pas concerné par le périmètre de protection autour des monuments historiques. Le périmètre de la borne militaire qui est classé, n'inclut pas le site de la maison des sports.

Les périmètres de protection de ces édifices patrimoniaux n'impactent donc pas le projet.

Servitudes d'Utilité Publique



Sources : GPU - IGN - Audicé 2025

Réalisation : Audicé, mai 2025

-  Commune concernée
-  Localisation du projet
-  Limites communales
-  Servitude I4 : Lignes électriques
-  Servitudes I1 et I3 : Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz
-  Servitude AC1 : Monument historique
-  Servitude AC1 : Périmètre de Protection autour des Monuments Historiques
-  Servitude AC4 : Site Patrimonial Remarquable de Saint-Symphorien-d'Ozon
-  Servitude T1 : Protection du domaine public ferroviaire
-  Servitude PM3 : PPRT Vallée de la Chimie
- Servitude PM1 : PPRI**
 -  Grand Lyon secteur Rhone aval
 -  Rhône aval - secteur amont rive droite
 -  Rhône aval - secteur amont rive gauche
 -  Ozon

5.1. INCIDENCES DU PROJET

La procédure de mise en compatibilité du PLU-H porte sur la création d'un STECAL dans la zone N2 sur un site qui accueille déjà sur l'ensemble de sa superficie des équipements sportifs.

De manière synthétique, les incidences du projet de mise en compatibilité du PLU-H sont les suivantes :

Thèmes	Projet de modification simplifiée	Qualification de l'incidence du projet
Consommation foncière	Le projet consiste à construire un bâtiment en lieu et place d'un bâtiment déjà existant.	aucune
Activité agricole	Le site du projet n'est pas concerné par des terres agricoles.	aucune
Topographie et paysage	Le site est déjà fortement anthropisé et les conséquences du projet sur la topographie et le paysage sont inexistantes.	aucune
Biodiversité et continuités écologiques	Le site est déjà fortement anthropisé et les conséquences du projet sur la biodiversité et les continuités écologiques sont inexistantes.	aucune
Ressource en eau	Le projet n'a pas d'incidence sur ce sujet.	aucune
Prise en compte des risques	Le site est concerné par la zone blanche du PPRi de l'Ozon dont il tient compte. Il n'est concerné par aucun autre risque naturel et technologique présents sur la commune (mise à part un aléa faible de retrait/gonflement d'argile qui concerne toute la commune).	aucune
Mobilité et déplacements	Le projet n'a pas d'incidence sur ce sujet.	aucune

En conclusion, la présente procédure de déclaration de projet n'a que très peu d'incidences sur l'environnement. Ainsi, l'évaluation environnementale de la procédure ne semble pas requise.